

# la gueule ouverte

N° 91 - mercredi 4 février 1976 - hebdomadaire 4 F

## AU SOMMAIRE :

- La péniche, un moyen de transport écologique ? (la vie des marinières, le problème du canal Rhin-Rhône, etc.) page 3.
- Le mystère du jardin des plantes, page 12.
- Toujours le Concorde, page 10.
- Nouvelles des pollutions, page 8, etc.

# AUJOURD'HUI LES CHATS DEMAIN LES HOMMES

(voir p. 11)



# FÉVRIER

4  
mercredi

Lever du soleil à 7 h 20, coucher à 16 h 50 (t.u.).

*signot*  
A l'université de Paris VII (Jussieu) début d'un stage de quinze semaines sur l'énergie solaire. Renseignements Mme Arditi 336.25.25.

5  
jeudi

Ste Agathe, fête des femmes. Dans certains villages du sud-est, les femmes se réunissent entre elles pour rigoler, boire et manger toute la journée, laissant leur travail à qui veut le faire. Qui parie qu'elles feront double journée demain?

A Paris, insister pour entrer au TPFA de Reuilly à 13h pour y soutenir Philippe Guoguet, Lémans, Bollardière et Muller...

6  
vendredi

Fête des jardiniers-fleuristes.

Paris toujours, à la librairie Entente, 19 bis rue Honoré Chevalier (6<sup>e</sup>) débat sur les Technologies Douces. 20h30.

7  
samedi

Castelnaudary (Aude), salle des fêtes 18h, "Trois heures pour la sauvegarde du Lauragais". Au poularde, donner de l'eau tiède à boire aux pondeuses. On peut commencer les coquées.

8  
dimanche



Premier quartier de lune à 10 h 05.

- Si la neige n'est pas fondue, répandre de la cendre ou de la paille autour des ruches.

9  
lundi

« Pluie de février vaut jus de bon fumier. »  
- Au jardin, dans les régions où le sol est dégelé, planter l'ail en pleine terre. On peut aussi planter les fraisiers.

10  
mardi



« La plus belle invention d'Edison (né le 10 février 1847) ne fut pas le phonographe mais la chaise électrique » (Caryl Chessman).

- Détacher (séparer) et replanter les pieds de fleurs vivaces et bisannuelles.  
Encore temps d'acheter le calendrier Libé. A la librairie Parallèle, par exemple, 47 rue St Honoré, Paris.

Réciter "Le Goujon" à Verdun.

## LES ETRONS DE LA SEMAINE

« Le petit rapporteur », émission télévisée, continue son œuvre de crématisation : faire tout avaler aux Français avec le sourire. Le sous-marin nucléaire « le Redoutable »? Boif, tout juste un petit bateau de croisière sur lequel les gentils marins passent leur temps à fredonner des chansons rigolottes !

En visite à Manufrance, le syndicaliste Georges Séguy, au lieu de cracher sur la fabrication d'armes, très supérieur à son rival allemand et qu'il fallait bien s'appliquer à sa fabrication.

Le congrès américain, pour que les exterminateurs ne soient plus gênés par des écologistes irresponsables, a voté une loi autorisant l'usage d'un produit chimique pouvant détruire 77 millions d'étourneaux dans un rayon de 160 kilomètres autour du camp militaire de Fort Campbell.

## LA RECETTE VÉGÉTARIENNE DE LA SEMAINE

### LA PANADE A L'AIL

Dans une grande casserole, faire bouillir vingt minutes à petit feu, quatre à six tranches de pain rassis, quatre gousses d'ail épluchées, pincée de muscade râpée, pas besoin de sel. Dans la soupière, battre au petit fouet un œuf, deux cuillerées de crème fraîche, deux cuillerées de café de persil et une gousse d'ail cuillerées à très fin. Après avoir écrasé le pain au pilon à trous, verser la soupe bouillante sur la liaison à l'œuf-crème en continuant à battre. Cette recette peut se faire au lait, mais c'est lourd. La crème fraîche contient des vitamines (B2, D, E, F, I, M), l'œuf apporte des protéines et d'autres vitamines (G, J, B12), le persil et l'ail sont puissamment anti-scorbutiques, la noix muscade a des propriétés digestives.

## LA SEMAINE PASSÉE

11 janvier - A Seilles, près de Liège, on a découvert quatre vingt tonnes d'un liquide stagnant contenant 70 % d'acide sulfurique. Pas le moindre petit panneau d'avertissement autour de cette mare à ciel ouvert. Pourtant, l'absorption de deux grammes de ce liquide serait mortelle.

13 janvier - Après moult réunions secrètes, les sept grands du nucléaire (Canada, France, USA, Japon, URSS, RFA et Grande-Bretagne), ont abouti à un accord monopoliste : ils ne se tireront pas dans les pattes, et tout passera par eux. Indépendance, copiage et transformation impossibles pour les autres petits. Ils

appellent ça « harmoniser leur politique d'exportation de technologies nucléaires ».

26 janvier - La Cité Fleurie du boulevard Arago à Paris est définitivement (?) sauvée.

- Le PSU local s'inquiète de plus en plus des bruits concernant la construction d'une centrale nucléaire au Pellerin, en bord de Loire, à environ 20 kilomètres de Nantes.

- Quelques mois après « La Gueule Ouverte », le directeur de la station d'hydrobiologie de Thonon affirme : le lac Léman contient un peu trop de mercure pour que le poisson y soit honnête.

- Vingt sept enfants intoxiqués à la piscine de Créteil par des vapeurs de brome après purification de l'eau par ce produit. Sept d'en-

tre eux seulement ont été retenus à l'hôpital, mais pour d'autres raisons non moins alarmantes : on les trouvait gringalets, mal nourris, pas sains du poulmon. Des petits enfants de banlieue ouvrière au vingtième siècle, quoi.

29 janvier - Qu'est-ce qu'on ne ferait pas pour blanchir le Concordat ! On va jusqu'à dire des vérités sur autre chose : sur les aérosols, dont les composés fluorés ont une durée de vie de 50 à 70 ans dans l'atmosphère en grignotant méchamment l'ozone qui nous protège du soleil.

- Ça ne va pas s'arranger pour les pauvres bêtes promises aux casseroles : le ministère de l'agriculture va créer un Institut de Sélection Animale pour que la France se per-

fectionne dans ce domaine où elle a du retard sur les Amériques.

- La ceinture de sécurité traînée en justice à Paris : elle a causé une fois de trop la mort d'un conducteur grillé vif sans que ni lui ni ses secoureurs n'aient pu le dégager d'une ceinture bloquée.

1<sup>er</sup> février - Un groupe « A bas l'armée » fait semblant de foutre le feu au tribunal militaire (TPFA) de Reuilly pour sensibiliser les passants à qui ils ont distribué des tracts.

- Maintenant, on sait pourquoi on trouvait si bon goût au Juliéna et au Chiroubles. Le Journal Officiel vient de publier un décret autorisant la recherche de fluorine dans 33 km de sous-sol des communes de Juliéna, Chenas, Chiroubles, Avenas et Juillet (Rhône).

Ils sont cinq mille Français à naviguer sur les canaux et les rivières, cinq mille bateaux autonomes qui transportent des minerais ou des céréales de Rouen à Paris, de Lille à Rotterdam, cinq mille petites maisons qui abritent le marinier et sa famille. Des petits artisans qui n'en ont pas la qualification légale : la loi a prévu pour eux un statut fort particulier, transformant leur bateau en « un meuble susceptible d'être hypothéqué ».

Marinier, ce n'est pas seulement un métier. Plus qu'une corporation, c'est presque une grande famille, une petite société à l'écart de la grande.

Qui n'a pas contemplé, assis sur un banc en bordure du canal ou penché sur le parapet d'un pont, la lente progression d'une péniche ? Une image de folklore, une impression de nostalgie naturaliste : la péniche cadre bien dans un paysage d'automne. Lentement, douceur et calme. Et les longs canaux aux eaux glauques se prêtent à merveille aux perspectives du peintre. C'est beau, une péniche. On peut même y faire un restaurant ou une boîte de nuit « super à la mode ». Les mariniers ? Ah oui, on les a quelquefois vus, l'homme à la barre, la femme accrochant le linge au-dessus de la cale. On a surtout remarqué l'inévitable chien qui aboie sur le pont...

Pour les mariniers, les gens qui les regardent avec l'œil attendri du poète de banlieue, ce sont « ceux d'atterre ». Une autre civilisation qu'ils n'approchent qu'à travers l'éclusier ou le directeur de la pension qui garde leurs gosses.

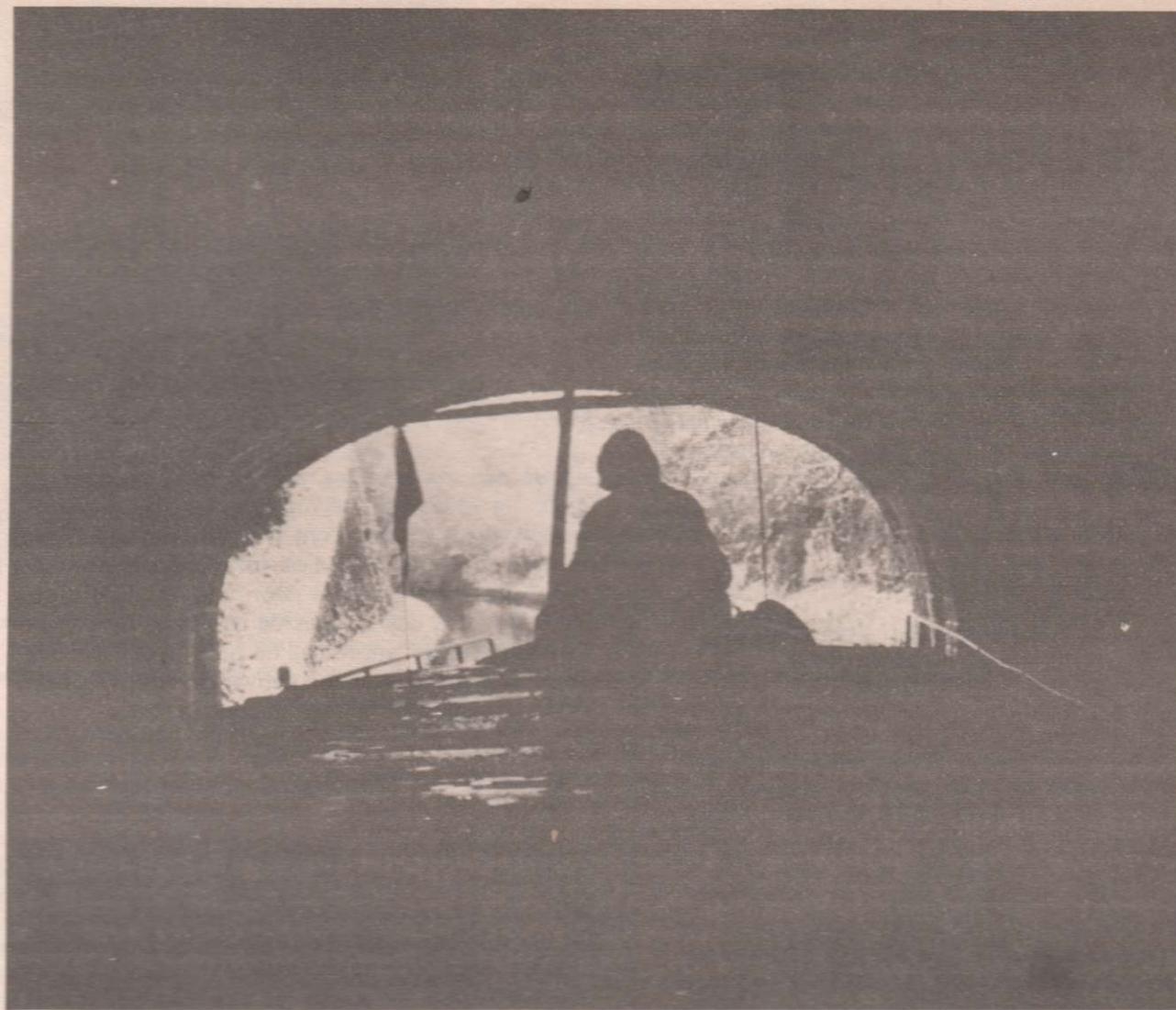
Deux mondes qui se côtoient et se croisent. Deux mondes qui, comme la route et le canal, se chevauchent mais ne se rencontrent jamais.

Philippe et Sylvie ne sont pas vraiment des mariniers. Mais ils ont accompli et réussi un exploit rare pour des gens « d'atterre » : être mariniers pendant deux ans.

Nous avons eu une petite conversation avec eux. La voici.



© Stéphane Archibugi



© Stéphane Archibugi

# QUAND LES MARINIERS BOIVENT LES PÉNICHES ÉCLUSENT

– Comment devient-on marinier ?

– On ne le devient pas. On naît marinier. Le métier se transmet de génération en génération. La batellerie, c'est un grand village où tout le monde se connaît. Les mariniers ne se croisent pourtant pas souvent, mais ils se rencontrent dans les bourses d'affrètement, les bars, les grands ports.

Cette situation influence beaucoup leur mode de vie : le mariage par exemple. Les mariniers se marient entre eux et le mariage se conclut très vite. On se croise ou on se rencontre dans une bourse. Si la rencontre se produit une deuxième fois, il y a de fortes chances pour qu'on se marie, après tout juste un petit voyage ensemble. Car ils savent que sinon, il leur faudra attendre encore des mois pour se revoir.

Actuellement, les choses changent un peu, et c'est la mode d'avoir une femme « d'atterre ».

Il y a quelques années, ils étaient considérés comme des forains et il régnait chez les mariniers une fraternité énorme. Maintenant, la grande famille se perd et on se tire plutôt dans les pattes. C'est un peu la même évolution qu'à la campagne. Le folklore se perd. Il y a dix ans, ce qu'on a fait aurait été impensable. C'est encore très rare maintenant. Sur la Belgique et la France, nous ne sommes que trois bateaux de non-mariniers.

– Pourquoi avez-vous voulu faire un tel métier ?

– Nous avons déjà très envie de le faire quand nous étions petits. Mais on ne devient pas marinier du jour au lendemain. Il faut une longue évolution. Quand on est jeune, on part, le sac au dos, pour être un peu libre. On est vite fatigué et on achète une mobylette. Puis une auto. Nous avons acheté un camion, un premier trop petit, un autre plus grand, et ensuite le bateau.

– Comment achète-t-on une péniche ?

– C'est un travail de longue haleine si on cherche un bateau en état de travailler. Il faut passer des mois pour essayer d'entrer dans le cercle des marinières. Ils ne sont en général pas prêts à aider la personne qui cherche un bateau pour faire vraiment le métier. Ils risquent de te conseiller un mauvais bateau. Alors, il faut faire les grands ports : Anvers, Bruges, etc. Et essayer de les contacter sans poser trop de questions idiotes. C'est un peu comme si on achetait une ferme à la campagne. Le marinier qui veut vendre son bateau y est malgré tout très attaché. Il est né dessus. Pour notre part, nous avons été pris en amitié par de nombreuses personnes qui nous ont vu arriver avec notre grand sourire naïf. Ils ont eu pitié de nous et nous ont beaucoup aidé.

## LES MARINIERS : ARTISANS VAGABONDS OU VOYAGEURS SALARIÉS

Les bateaux naviguant sur les cours d'eau français appartiennent soit à des artisans bateliers, le « marinier » traditionnel, soit à des sociétés privées. La batellerie artisanale compte 5.000 bateaux (3700 mariniers sont propriétaires), auxquels s'ajoutent 1600 bateaux porteurs, et 300 pousseurs et remorqueurs gérés par les sociétés privées.

Le « poussage » a considérablement changé la vie du marinier. Les équipages de pousseurs sont essentiellement masculins. La famille reste à terre et l'employé du pousseur est absent de chez lui pendant de longues périodes. Le marinier du pousseur n'est plus qu'un salarié au même titre que le chauffeur routier.

L'artisan marinier, lui, a un sort tout différent. Il est parmi les rares Français sans domicile légal. Vagabond perpétuel, il vit en marge de la société d'« terre » qui a créé pour lui des institutions spéciales. Des services sociaux par exemple leur sont réservés : caisses spéciales de la navigation intérieure, service sanitaire de la marine fluviale, etc. De nombreux organismes sont rassemblés dans la Maison de la Batellerie à Paris. La situation de nomades des artisans mariniers leur pose des problèmes souvent insurmontables, notamment dans leurs rapports avec l'administration : toute formalité à accomplir est une tâche ardue. Mais le problème le plus difficile est celui des enfants : la pension est pour eux la seule solution : sept écoles nationales du premier degré ont été ouvertes pour les enfants de la batellerie et des forains. Elles sont cependant insuffisantes pour accueillir les 4.000 enfants de 6 à 14 ans et les 2.000 et 14 à 20 ans (sur 17.000 personnes vivant sur les bateaux, recensées en 1968).

Les conditions de travail de l'artisan marinier se sont bien sûr améliorées depuis le siècle dernier : le marinier de 1975 ne s'atelle plus à sa péniche pour la tirer. La force du moteur a remplacé fort heureusement l'énergie musculaire, mais le travail n'est pas une partie de plaisir pour autant. L'attention nécessaire pour la conduite du bateau, le bruit du moteur et les vibrations continues contribuent à mettre le marinier dans un état de tension nerveuse permanente.

La vie quotidienne à bord de la péniche s'est, elle aussi, transformée. La partie habitée du bateau est astucieusement conçue sur deux niveaux, avec, généralement, en haut, la pièce principale, cuisine équipée et poste de pilotage, et en bas, les chambres. Bien souvent, le confort « moderne » n'y est pas absent. Il est rarissime de ne pas voir une antenne de télévision sur la cabine d'une péniche. Ce qui faisait dire à M. Muracciole, chef du service des affaires sociales à l'Office National de Navigation : « Le marinier de 72 est moins isolé qu'il ne l'était. La radio puis la télévision sont venues rompre son isolement, du moins pendant les heures où le moteur ne tourne pas ». Les jeux de Guy Lux ont remplacé les petites fêtes d'antan ou les discussions entre copains. C'est le progrès !

– Comment avez-vous appris à vous en servir ?

– Sur le tas. Il n'y a aucun bouquin qui existe sur la question. De toutes façons, on fait des conneries. Nous avons eu la chance de ne pas en faire de grosses. Les quelques copains qui avaient tenté l'expérience en même temps que nous ont presque tous échoué. Sur six bateaux, nous sommes restés à trois. L'un d'entre eux a pris un pont de face et a dû abandonner le bateau et la cargaison. La pire chose qui puisse arriver à un marinier !

– Est-ce que l'on voit vraiment du pays en voyageant sur les canaux ?

– Sur une péniche, on voit le meilleur côté du pays. De voiture, on ne voit rien. Les routes relient les villages et les gens ont tendance à s'agglutiner sur ses axes. De l'eau, c'est fort différent. On traverse des coins sauvages et on voit des choses extraordinaires : des troupes de centaines de cygnes qui décollent devant le nez du bateau, des castors, une multitude d'animaux sauvages. Nous ne pensions pas qu'il en existait encore autant.

– Qu'est-ce qui détermine les itinéraires ?

– C'est le frêt. Dans chaque port, il y a une bourse d'affrètement. Dès l'arrivée du bateau, on a un numéro d'ordre. A chaque séance – elles ont lieu tous les trois jours en France –, on choisit les voyages affichés, la priorité de choix étant donnée dans l'ordre d'arrivée. Chaque voyage indique la marchandise à transporter, le tonnage, le parcours et le prix. On est payé à la distance et à la tonne. Ou en bloc, un prix forfaitaire, s'il s'agit d'une marchandise volumineuse et peu lourde par exemple. Nous pouvons ainsi transporter toutes sortes de marchandises. De la farine comme du minerai de cuivre. Il suffit de balayer la cale à chaque fois. Le plus souvent, nous transportons des céréales en exportation et du minerai en importation (pour un bateau français). Pour notre péniche, le poids maximum est de 360 tonnes pour 400 m<sup>3</sup>. Mais peu de marchandises ont une densité telle qu'elle atteigne ce poids, une fois la cale remplie.

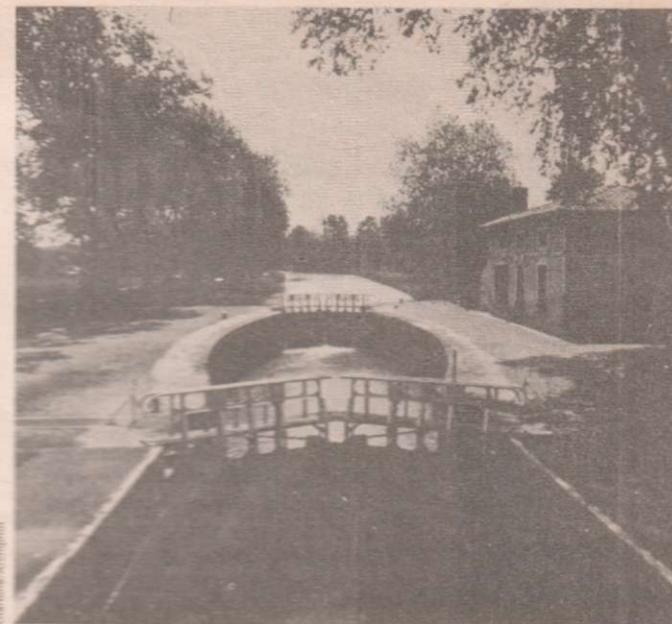
– Un marinier « gagne-t-il bien sa vie » ?

– Oui. Mais il y a un certain nombre de frais importants qui sont à la hauteur des gains : les taxes. Il faut payer pour chaque tronçon de rivière ou de canal parcouru ou pour chaque écluse passée. Les assurances aussi. Nous avons payé 5.000 F d'assurance cette année et ce n'est pas cher. Il y a aussi les petits trucs, les échanges, les trocs. Un marinier prend l'habitude de l'illégalité. Tout s'achète, même le douanier.

– Quels voyages avez-vous fait ?

– En deux ans, nous n'avons jamais fait le même voyage. Le plus courant, c'est Rotterdam ou Anvers et le Nord de la France. Les minerais dans un sens, les céréales dans l'autre. Les vieux mariniers ont leurs trajets habituels. Il y a quelques années, celui qui était né dans le canal du Centre ne connaissait que le canal du Centre. Maintenant beaucoup d'entre eux ont tendance à partir n'importe où, pourvu que ça paye.

Le premier voyage que nous avons fait a été Gand-Lyon. Ensuite, nous avons surtout fait des parcours dans le Nord. C'est la région la mieux irriguée.



– Comment vit-on sur un bateau ?

– En été, on avance à peu près treize heures par jour. Onze heures en hiver. Pour la conduite normale, une seule personne suffit, mais il faut être deux pour le passage des écluses. Chez les mariniers, c'est l'homme qui fait généralement tout le travail. Pour la vie quotidienne, il faut prévoir un certain nombre de choses à l'avance. L'alimentation : certains points de ravitaillement ont été prévus, mais il arrive fréquemment que l'on profite d'un arrêt dans une écluse pour courir au village voisin chercher du pain. On pratique aussi beaucoup le troc : un seau de blé tiré de la cargai-

## LE CANAL RHIN-RHONE

« La mise à grand gabarit du canal de la Saône au Rhin s'impose comme une nécessité tracée par la géographie et par l'économie ». C'est par ces paroles sans appel que Valéry Giscard d'Estaing a relancé le 24 novembre dernier le projet du canal Rhin-Rhône à grand gabarit. Un des plus grands projets jamais conçus pour un canal : une emprise de 100 à 150 mètres de large sur une longueur de 230 kilomètres, une dépense estimée en 1970 à 10 millions de francs par kilomètre, une somme de près de six milliards de francs, qui pourrait, selon certains, atteindre 10, voire 15 milliards, à l'achèvement des travaux. (A titre d'exemple, Concorde a coûté 17 milliards). Ceux-ci seront entrepris au cours du VIII<sup>ème</sup> plan, le gros de l'ouvrage pendant le VIII<sup>ème</sup>.

L'idée du projet est simple : relier le Rhône au Rhin, la Méditerranée à la mer du Nord, par un canal que pourraient emprunter les bateaux de plus de 3000 tonnes.

L'opposition à ce projet est importante. Elle porte sur plusieurs points. Les conséquences écologiques d'abord : la réalisation représentera une perte de 5.000 hectares de terres agricoles parmi les plus fertiles d'Europe, 15 hectares par kilomètre de canal. « Le canal projeté provoquerait la perte définitive de terres agricoles particulièrement fertiles, une matière première précieuse dont l'importance ne cesse de croître dans un monde de plus en plus peuplé, l'un des atouts majeurs de notre économie dans une Europe industrialisée, forte importatrice de denrées alimentaires », dit une motion



son en échange d'une poule, d'œufs ou de tomates que nous donne un éclusier.

Chaque soir, on arrête le bateau, et on stationne où l'on peut. Ce n'est pas toujours facile, surtout en canal. Les écluses ferment à la tombée du jour. Dans les ports, de véritables petits villages se créent, formés par les bateaux alignés les uns contre les autres. Au Nouvel An à Anvers, tous les bateaux cornent à minuit. C'est comme si le port poussait un beuglement fantastique. Dans les petits « villages », on se raconte les petites histoires du métier, les aventures.

*Quel genre d'aventures peut-on avoir sur une péniche ?*

– Il y a des parcours dangereux. Pour aller du Nord de la Belgique à Rotterdam, par exemple, il faut emprunter un bras de mer. On risque alors de se faire couler par les gros bateaux qui ne nous voient pas ou par la tempête. Ça arrive souvent. La vallée de Montgon dans les Ardennes est réputée pour ses écluses : il y en a 27 en 9 kilomètres. Il faut une journée pour les passer. Un bateau est difficilement maniable avec la traction arrière, l'avant bouge toujours et a tendance à dériver. Quand on voit un bateau avec une bosse sur le nez, il y a de grandes chances pour qu'il se la soit faite là-bas. Mais le plus dangereux, c'est la vitesse : celle de la rivière où il y a un fort courant. C'est

très dur de stabiliser l'énorme coque. A cause de tout cela, le métier de marinier est un de ceux où l'on compte le plus de dépressions nerveuses et de suicides.

*– Comment voyez-vous l'avenir de la batellerie ?*

– Il y a une concurrence de plus en plus forte avec les compagnies. Leurs bateaux sont plus gros, ils prennent plus de cargaisons et à moindre prix. Et ils vont bientôt remplacer les petits, dont le seul avantage est de pouvoir passer dans les petits canaux, et donc d'accéder à un plus grand nombre de régions. Il y a un peu la même évolution qu'à la campagne : les fils de mariniers vont conduire les « pousseurs », les bateaux des compagnies. De toute façon, on ne construit plus de péniches neuves. Et la politique menée par l'Etat conduit à la suppression de l'artisan marinier.

*– Que fait un marinier à l'âge de la retraite ?*

– Il a acheté en général une petite maison au bord d'une rivière ou d'un canal. Quelquefois même, il garde son ancien bateau devant son habitation, qu'il peint de la même couleur.

*– Et vous, avez-vous l'intention de continuer ?*

– Non. Nous voulons revendre la péniche. En deux ans, notre expérience a été merveilleuse, mais nous avons envie de voir d'autres choses. Nous avons l'intention de passer au remorqueur de mer, pour sortir de l'Europe et voir d'autres pays.

Propos recueillis par Dominique Simonnet

des associations de protection de la nature alsaciennes.

D'après le C.S.F.R. (1), « plus de 50.000 hectares subiraient l'assèchement provoqué par la baisse inéluctable de la nappe phréatique ». L'alimentation en eau du canal risquerait d'avoir des conséquences graves sur l'alimentation en eau de certaines régions, notamment le Sundgau.

De plus, la percée réalisée créerait une barrière infranchissable pour la faune, et la canalisation de rivières comme le Doubs provoquerait la destruction des vallées. « Dans la partie du Doubs entre Baume-les-Dames et la frontière suisse, le débit du fleuve n'est que de 5 m<sup>3</sup> par seconde pendant six mois. Déjà, on demande au Doubs d'alimenter en eau les villes de Montbéliard, de Besançon. Comment pourra-t-on en même temps alimenter le canal sans vider la rivière ? », déclare Marcel Verneaux, président de l'Association pour la protection des eaux du bassin du Doubs (2).

Les conséquences économiques sont également importantes : la réalisation est présentée comme étant la planche de salut de l'économie alsacienne. La percée ainsi réalisée réunirait la Ruhr à Fos et constituerait un immense « axe structurant » le long duquel de multiples industries pourraient s'implanter. Plus qu'une simple voie de transport, il s'agit donc de l'industrialisation massive de toute une région, un axe économique des plus importants pour « désenclaver l'Alsace ». L'A.B.P.N. (1), qui organise la lutte contre ce projet avec d'autres associations, dénonce la gigantesque escroquerie « au profit exclusif de quelques grandes sociétés industrielles multinationales dont le but avoué est de transformer plusieurs centaines de kilomètres carrés d'Alsace, de Franche Comté et

de Bourgogne en une super-Ruhr à l'échelle de l'Europe des marchands ».

L'argument de la « création d'emplois » est bien sûr avancé par les partisans du canal. Les associations lui opposent la situation particulière du travail en Alsace : 30.000 frontaliers vont travailler chaque jour à l'étranger à cause des salaires plus élevés ; en même temps, le département du Haut Rhin à lui seul compte 60.000 travailleurs immigrés : « On est en train de faire de l'Alsace un terrain de compétition industrielle entre les différents pays voisins et l'on voudrait nous faire croire que c'est pour notre bien », dit un tract des associations écologiques (AFRPN, CSFR, JAAN, SOS Plaine du Rhin). (1)

La fonction utilitaire du canal est fortement contestée. Le petit canal actuel qui fait déjà la liaison est très sous-employé : il n'y passe que 2 à 5 péniches par jour. « Le canal actuel avait été fait pour un trafic de 2 millions de tonnes », dit M. Verneaux. « Or, il n'en est passé, la meilleure année (1968) que 611.000 tonnes et 485.000 tonnes en 1974. C'est le dimanche le jour le plus chargé. Pendant nos concours de pêche, il passe deux ou trois péniches en trois heures... L'éclusier lève les bras au ciel ». (2)

Rhin-Rhône semble donc être avant tout une vaste opération de prestige national soutenue par les profits qu'en retireront les sociétés privées avec l'industrialisation massive des régions traversées. « En annonçant aujourd'hui ces décisions, j'ai conscience de répondre à une longue attente des populations que vous représentez », a déclaré sans rire Giscard d'Estaing à Dijon devant la conférence inter-régionale Rhin-Rhône en novembre dernier. (3) Et il a ajouté : « J'ai conscience aussi d'engager le pays dans un ouvrage dont la construction

lui permettra d'être présent à un grand rendez-vous économique et géopolitique, au rendez-vous de l'Europe de la fin de la prochaine décennie ». On ne pouvait être plus clair. (4)

D.S.

(1) Voir la liste d'adresses ci-dessous.

(2) « Le Monde », 23 et 24 novembre 1975.

(3) « Journal de la Navigation », 28 novembre 1975 (hebdomadaire, 29, Boulevard Henri IV, 75004 Paris. 3 francs)

(4) pour les dernières nouvelles de la lutte contre le canal à grand gabarit, voir « sur le terrain ».

Les citations sans référence et la liste d'adresses sont extraites du dossier « La lutte contre le canal à grand gabarit » publié par l'Agence de Presse Réhabilitation Ecologique (4,50 F, 12, rue Neuve du Pâtis, 45200 Montargis).

Noms et adresses de quelques groupes engagés dans la lutte contre le canal à grand gabarit :

– A.B.P.N. (Association Belfortaine pour la Protection de la Nature) : Daniel Carry, 40, faubourg des Ancêtres, 90006 Belfort. Tél : 28 02 75 (pas après 20 heures).

– A.F.R.P.N. – Hardt (Association Fédérative Régionale pour la Protection de la Nature) : Pierre Brunner, 21, rue des Vergers, 68490 Ottmarsheim. Tél : 26 00 26.

– A.F.R.P.N. – Sundgau : Pierre Koehl, chemin du cimetière, 68580 Largitzen. Tél : 25 60 63.

– A.P.E.D.I. (Association pour la protection des eaux du Doubs) : Marcel Verneaux, 39700 Dampierre ; Gaston Laurent, 39100 Dôle ; Jean Messagier, Le Moulin, 25260 Colombier-Fontaine. Tél : 92 61 27.

– C.D.S.C.C. (Comité de Défense des Sundgoviens contre le canal à grand gabarit) : Jean-Paul Schnœbelen, 68210 Balschwiller.

– C.D.P.N.S.L. : Jean Untermaier, Res. Phébé, Bât. 2, 4, rue Fr. Mermet, 69160 Tassin la Demi Lune. Tél : (78) 34 14 30.

– CO.PRO.NAT. : Bernard Touillaud, Côte aux Moines, 21240 Talant. Tél : (80) 32 68 51. (ou : INPSA, rue des Champs Prévois, 21000 Dijon. Tél : 30 93 78).

– J.A.A.N. (Jeunes Amis des Animaux et de la Nature) : Daniel Deriot, Sassenay, 71100 Châlon sur Saône (et Mme Bernardette Bonnamour, 71380 Saint Marcel).

## LES TRANSPORTS FLUVIAUX : MINI-PRIX CONTRE GRANDS GABARITS

Le Concorde vole à Mach 2, le train à grande vitesse roule à 300 km/h... Contrairement aux affirmations de la prévention routière, la vitesse est loin d'être dépassée. On lui court après. On fera Paris-Lyon en deux heures, Paris New-York en quatre... Mais pendant que pavoi-sent les derniers fleurons de notre technique moderne, des machines poussives avancent, paisibles, presque insolentes. ... à 10 km/h : quelques milliers de péniches qui sont autant de défis jetés à la face des représentants en supersoniques tricolores. Quelle place peut-il y avoir dans ce monde de vitesse pour des engins aussi stupidement lents ? Aucune, si les avantages offerts par ce moyen de transport n'étaient immenses.

### UN TRANSPORT ECONOMIQUE

Les éléments de comparaison entre les différents modes de transports terrestres en sont la preuve (voir tableau) : pour transporter la même quantité de marchandises, il faut à la voie d'eau 27 fois moins de puissance, 77 fois moins d'encombrements et 5 fois moins de carburant. L'eau est « battue » sur un seul point : la vitesse, nous y revoilà : quatre fois moins vite.

Les pouvoirs publics ne tarissent pas d'éloges envers ce mode de transport économique : « Dans la conjoncture actuelle, les considérations relatives au coût des transports, à la crise de l'énergie et à l'environnement doivent logiquement nous amener à choisir la voie d'eau », dit l'Office National de la Navigation. Mais de l'éloge à la réalité, il y a un abîme, de la part que consacrent les pouvoirs publics au transport fluvial est loin d'être à la mesure de leur intérêt avoué. Le budget national consacré à ce moyen de transport est ridiculement bas : 760 millions de francs en 1972, alors que les seuls transports routiers se voyaient octroyer 16.700 millions de francs. Vingt fois plus ! Quant au trafic global de la voie d'eau, il est treize fois plus faible que celui de la route. Sur les 107 millions de tonnes de marchandises transportées par voie fluviale, 50 % est du minéral, 20 % des produits pétroliers, et 10 % des produits agricoles.

Si la voie fluviale est la parente pauvre des transports, ce n'est pourtant pas à cause des équipements.

### GRAND PAPA FREYCINET

Le réseau français est en effet le plus long d'Europe : plus de 8000 kilomètres de voies en 1972. Pourtant, le trafic est beaucoup plus faible que dans les pays voisins tels l'Allemagne ou les Pays-Bas par exemple. C'est le plan Freycinet qui, en 1879, a marqué un tournant dans l'histoire de la navigation intérieure en imposant l'unification des gabarits des voies d'eau. Le réseau français se dota alors d'une infrastructure normalisée : écluses de longueurs déterminées, dimension des voies précise, faite sur mesure pour la péniche de type « flamand » (38,5 mètres de long). Il continua à se développer jusqu'à la guerre de 14. Puis,



### POUR TRANSPORTER 5000 TONNES, IL FAUT:

	POUR L'EAU	POUR LE FER	POUR LA ROUTE
UNE PUISSANCE DE:	1800 CV.	7000 CV.	48600 CV.
UNE LONGUEUR DE:	180 m.	750 m.	3250 m. SANS ESPACE 14000 m. AVEC ESPACE ENTRE CAMIONS
UNE CONSOMMATION DE CARBURANT DE:	5000 L.	7500 L.	25000 L.
À LA VITESSE MOYENNE DE:	12 km/h	50 km/h	50 km/h

freiné par la concurrence du rail, l'édification du réseau se stabilisa pour dessiner un tissu de voies fluviales, surtout concentré dans quelques régions, comme le Nord-Est mieux irrigué.

Dans le même temps, le matériel évoluait. De l'ancien bateau « halé à la bricole », c'est-à-dire tiré de la berge par le marinier ou sa femme, on passe à la traction animale puis mécanique et enfin au bateau automoteur, la péniche traditionnelle chère à Freycinet pouvant transporter jusqu'à 400 tonnes de marchandises. Puis les bateaux plus gros firent leur apparition : les chalands du Rhin, les barges et enfin l'actuel « pousseur » qui, comme son nom l'indique, pousse devant lui plusieurs bateaux porteurs. Dernier né de la technique fluviale, il est le favori des planificateurs : il réalise une économie de main d'œuvre et d'énergie sur les « archaïques » péniches et transporte un tonnage supérieur. Grâce à des équipements sophistiqués comme le radar, il peut même voyager la nuit ou par brouillard.

### LE GRAND GABARIT

Mais le monstre du canal ne peut passer partout. Seuls des cours d'eau de grandes dimensions comme le Rhin ou la Seine conviennent à ces convois qui peuvent porter plus de 3.000 tonnes. Ces nouveaux moyens de transport se heurtent à la structure actuelle du réseau. Les pouvoirs publics ont décidé la transformation de ce dernier : « Le premier des objectifs recherchés est d'assurer la création progressive d'un réseau de voies à grand gabarit adapté aux besoins d'une économie moderne », déclarait, en 1972, J.P. Chapon, directeur des ports maritimes et des voies navigables. (1)

Comme pour le chemin de fer, on veut donc déclasser les voies de faible importance et se consacrer à la mise en œuvre de grandes réalisations : ce sont les canaux à « grand gaba-

rit », ou « gabarit international ». Car le transport international prend de plus en plus d'importance dans le domaine fluvial. En 1968, il réalisait déjà un tiers du trafic.

« La création d'un véritable réseau doit s'intégrer pleinement dans la politique générale de développement industriel, d'urbanisation et d'aménagement du territoire et s'insérer dans le milieu européen », disent MM. Saigot et Monadier. (2)

Le transport fluvial n'échappe pas à la soif de gigantisme des technocrates, qui invoquent le sacro-saint progrès et la divine expansion : un des objectifs du VIème plan était de « mener à bien l'aménagement des vallées afin d'obtenir le plus rapidement possible une desserte satisfaisante des zones à haute densité industrielle et urbaine ». Mais comme le rappelle Giscard, « il ne s'agit plus maintenant d'améliorer les vallées, mais précisément d'en franchir le seuil ». (3) C'est ce que fera le canal Rhin - Rhône en dévastant des centaines d'hectares de terres cultivables. Un sacrifice pour être parmi les « pays les plus modernes »...

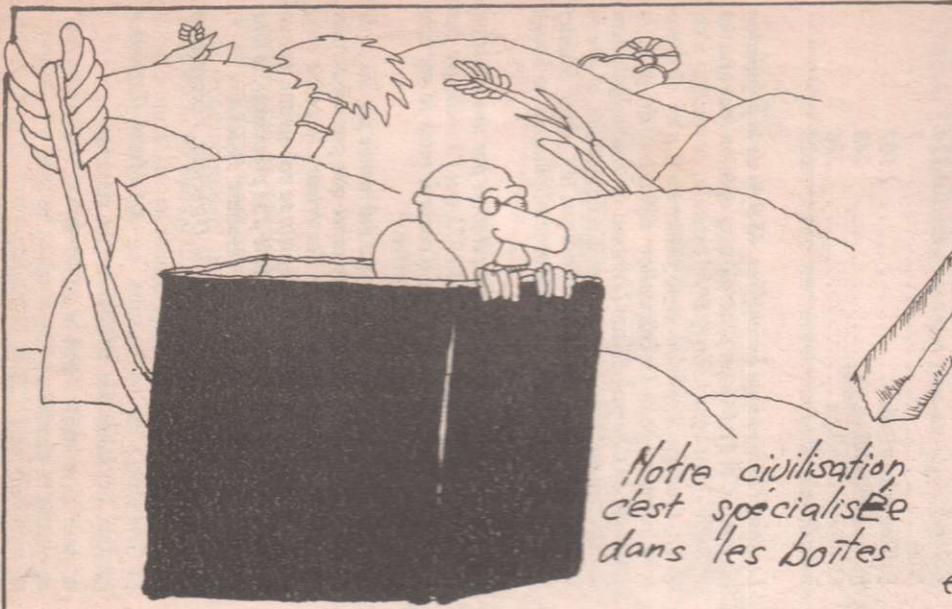
Mais qu'est-ce que ce modernisme qui ravage les terres agricoles dans le seul but d'obtenir une place de choix dans la compétition absurde des pays riches ? Veut-on encore être les premiers en tout, même dans les projets les plus absurdes et les plus destructeurs ? A-t-on besoin d'industrialiser pour le seul plaisir de l'industrialisation, d'aller plus vite pour le seul amour de la vitesse ? N'est-il pas plus simple d'améliorer les structures déjà existantes plutôt que de créer de nouvelles réalisations aussi inutiles que démesurées ? Autant de questions qui seront éludées par les responsables politiques, ceux-là même qui placent dans chacun de leurs discours les mots « écologie » et « qualité de la vie ».

Dominique Simonnet

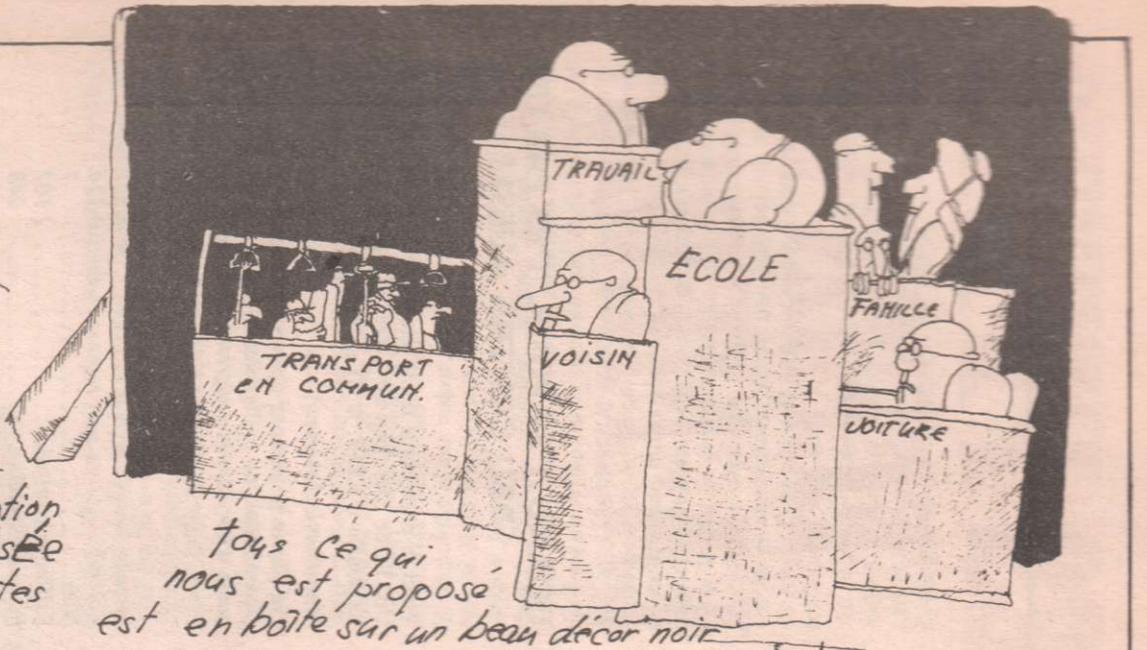
(1) « Voies navigables de France », Regards sur la France, octobre 73.

(2) Ingénieurs des Ponts et Chaussées.

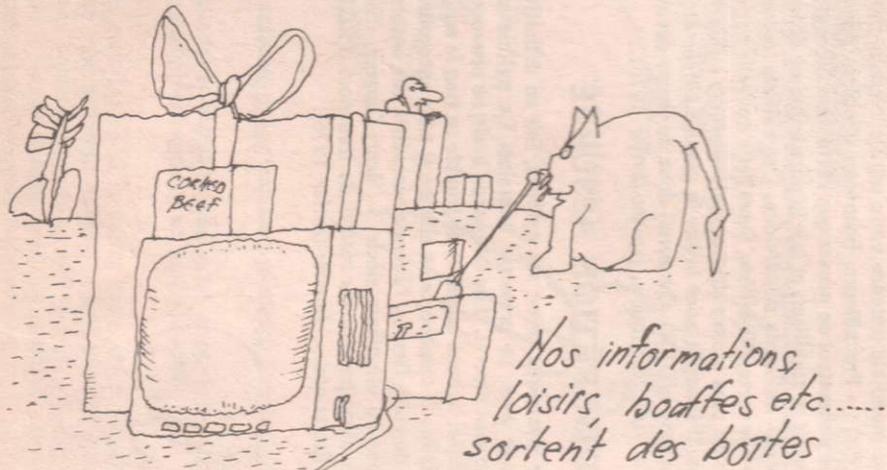
(3) Discours prononcé à Dijon le 24 novembre 75.



Notre civilisation est spécialisée dans les boîtes



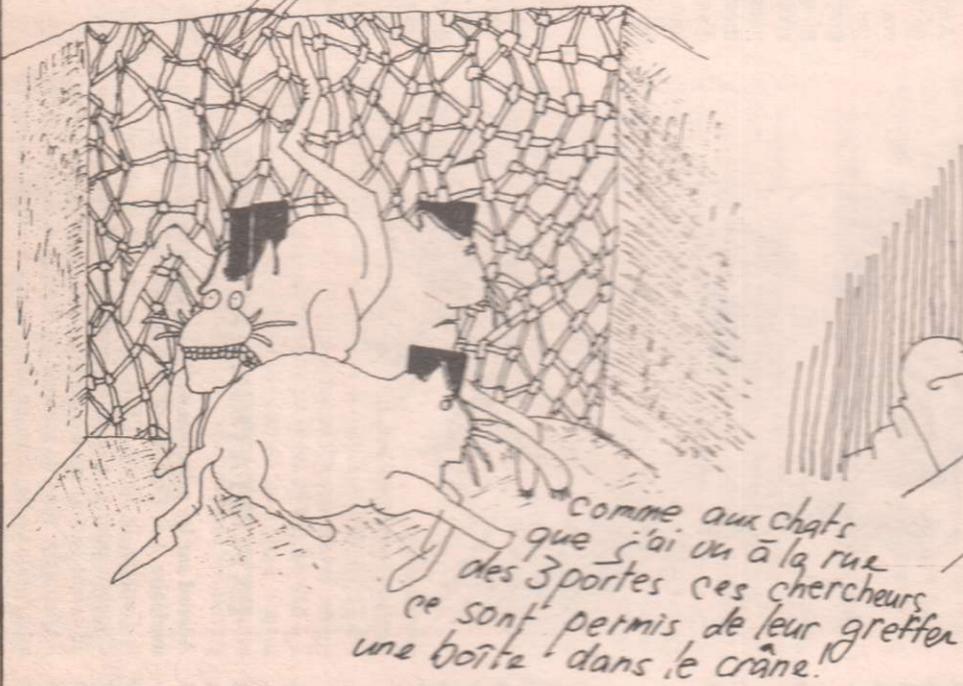
Tout ce qui nous est proposé est en boîte sur un beau décor noir



Nos informations, loisirs, boîtes etc... sortent des boîtes



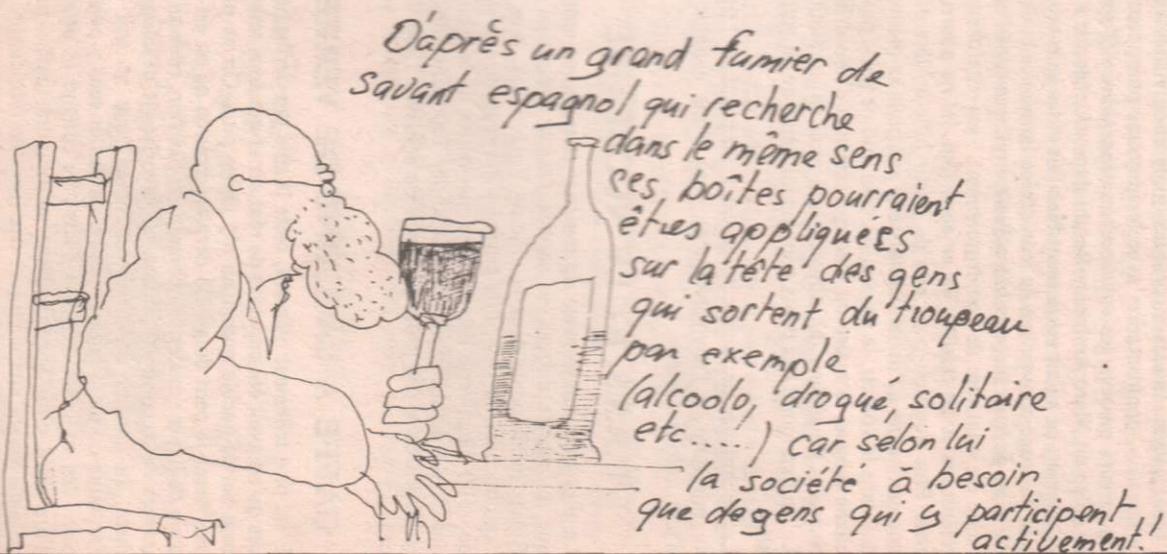
Et maintenant grâce à une bande de chercheurs assassins la boîte va être vogante dans nos crânes



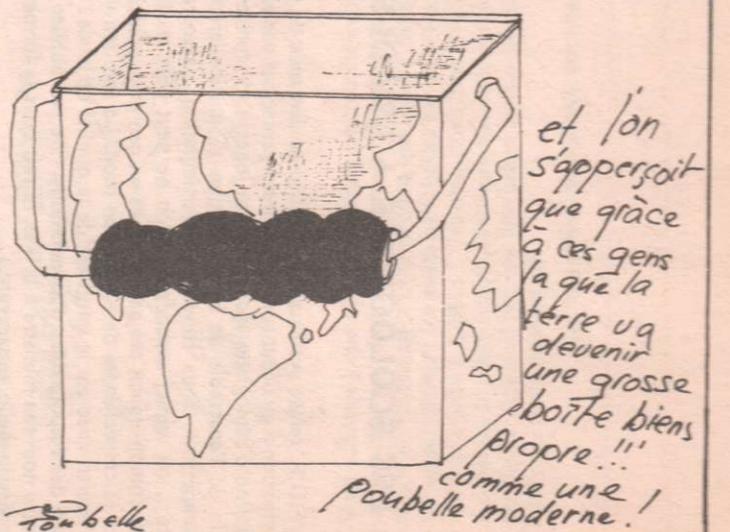
comme aux chats que j'ai vu à la rue des 3 portes ces chercheurs se sont permis de leur greffer une boîte dans le crâne.



Car pour être capable de greffer sur la tête d'un animal je me demande quel mec faut être ???  
 (Petite note personnelle.) heurausement que j'en connais pas un car je serais capable de le pendre en riant.



D'après un grand fumier de savant espagnol qui recherche dans le même sens ces boîtes pourraient être appliquées sur la tête des gens qui sortent du troupeau par exemple (alcool, drogue, solitaire etc...) car selon lui la société a besoin que des gens qui y participent activement.



et l'on s'aperçoit que grâce à ces gens la que la terre va devenir une grosse boîte bien propre !!!  
 comme une poubelle moderne!

Tou belle

# LES PETITS ECHOS DE DE LA MERDE

QUAND T'ES POUR, T'ES PAS UN  
PEU CONTRE AUSSI ?

Voici la photocopie d'une lettre que Jean Terrien, maire U.D.R. de Montjean-sur-Loire, a expédié à la Direction Régionale d'E.D.F. le 27 octobre 1975.

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous donner ci-dessous le résultat de la Consultation de la Population sur l'implantation éventuelle d'une centrale nucléaire dans le Val-de-Loire :

Date de la consultation : 26 octobre 1975

Inscrits .....	1.522
Votants .....	1.114
Nuls .....	7
Suffrages exprimés .....	1.107
Pour la Centrale .....	248
Contre la Centrale .....	736
sans Opinion .....	123

Lorsque l'on examine les chiffres, 48,9 % de la population est contre, et 51,1 % est pour ou sans opinion (car tous les « Contre » sont venus voter). Bien entendu, ce résultat n'est qu'un sondage d'opinion et je pense qu'il n'en sera pas tenu compte pour l'implantation définitive. En effet, la commune de Champtocé-sur-Loire qui se trouve également et directement intéressé puisque la construction, si elle se fait, est prévue sur les deux communes, le Conseil Municipal, à l'unanimité, est favorable et la population ne bouge pas trop.

J'ai été amené à faire cette consultation par une décision du Conseil Municipal du 9 Juin 1975 qui l'a sollicitée par 9 voix contre 8, je n'étais pas d'accord, mais je me suis rangé du côté de la décision prise.

Quoiqu'il en soit, une campagne a été menée par les trois médecins et le Kinésithérapeute ainsi que par un certain groupe de Montjeannais et de l'extérieur. Je pense que, d'ici la décision définitive, les esprits se calmeront, et que le Conseil Municipal, s'il est appelé à se prononcer, le fera en toute objectivité malgré les résultats ci-dessus.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Maire, Terrien.

En fait, la réalité des chiffres est la suivante :

- pour la centrale : 248 = 22,40 %
  - contre la centrale : 736 = 66,48 %
  - sans opinion : 123 = 11,12 %
  - participation au vote : 1114 = 73 % des inscrits
- Terrien est farouchement pour la centrale. Il est aussi agent immobilier. C'est logique. Non ?



## ON A LE TEMPS

André Teste du Bailler, chargé de mission à la délégation générale de l'énergie, voit ainsi l'avenir de la production énergétique mondiale (retenez votre souffle, c'est la chute qui est drôle) : « Par ailleurs, beaucoup d'indices démographiques permettent de penser que l'évolution démographique devrait se stabiliser, et que la population ne dépassera guère 15 milliards d'individus. Ces chiffres correspondent à une sorte d'équilibre. Dans cette nouvelle hypothèse, ce n'est plus quatre siècles, mais quarante milliards d'années qu'il faudrait pour brûler la planète (si elle était tout en charbon NDLR). On aurait donc du temps devant soi. » (« La Vie Electrique », janvier-février 1976)

## DISCRÉTION ASSURÉE

« La ligne électrique, avec ses pylônes, fait en définitive bon ménage avec la présence humaine. Le pylône est inerte et se veut discret. Il ne fait aucun bruit, ne provoque aucune fumée, aucune odeur et ne trouble en rien le repos de ses voisins. Il transporte en silence et sans encombrer les routes ou voies ferrées, l'énergie nécessaire aux besoins des hommes du vingtième siècle. » (Henri Carrère, Chef du Centre d'équipement du réseau de transport d'EDF, « La Vie Electrique », Janvier-février 1976).



## PÉDAGOGIE OU PUBLICITÉ ?

## LES ÉCOLOGISTES A L'ÉCOLE

L'E.D.F. refuse systématiquement toute demande de participation à un débat contradictoire organisé par une association d'écologistes locaux, ne les jugeant ni représentatifs de l'ensemble de la population ni particulièrement compétents. Sous couvert de participation, démocratie, etc..., on admet cependant qu'on ne peut plus en 1976 rer complètement ces associations un peu trop remuantes et empêchées de tourner en rond. La solution vient d'être trouvée par le ministère de la qualité de la vie : former des responsables d'associations. (Ne pas oublier que notre nouveau ministre à la Vie, faisait dans la formation professionnelle auparavant.)

Deux stages expérimentaux viennent d'avoir lieu en Alsace et en Picardie. L'un sur le remembrement, l'autre sur l'urbanisation. Etudes théoriques, mais aussi visites « sur le terrain », confrontation avec les paysans pour, contre, les erreurs passées, les solutions envisageables... D'après ce qu'en dit Marc Ambroise-Rendu dans « Le Monde » du 28 janvier, ça a l'air vachement bien fait et les gens repartent du stage convaincus de leur crasse ignorance et de la dérision de leurs moyens individuels, bref, que sans l'aide l'aide du ministère de l'environnement, -ses-chercheurs-références et-ses-crédits, ils ne sont rien, ils ne pourront rien. Plus question pour eux de partir bille en tête dans une campagne qu'ils ne connaissent pas pour se mettre à dos sans le vouloir, le paysan du coin, qui ne parle pas la même langue, le maire du bled qui respecte d'abord Marianne et l'ingénieur du ministère qui croit en son boulot. Le soutien moral des petits copains militants ne lui suffira plus.

Les techniques de lavage de cerveau, du prophète Moon au ministère de l'environnement, sont d'une banalité et d'une routine glacées.

## L'U.R.S.S. ET LE NUCLÉAIRE

La plus importante usine de matériel énergétique atomique du monde entrera en service l'année prochaine en Russie méridionale dans la ville de Volgodonsk, près de l'embouchure du Don. Elle produira des réacteurs de plus de 1500 mégawatts entre autres merveilles de la technique. Il y a actuellement sur le chantier 7000 travailleurs, et on y trouve des grues capables de soulever 1200 tonnes...

## GAFFE A LA LAINE DE VERRE

C'est plus tellement marrant, cette litanie des performances qu'on avait été capables de réaliser et qui nous retombe sur la gueule quand on n'y pense plus. On va plus oser lever le petit doigt. La dernière bourde qu'on est en train de payer : avaler des fibres, c'est pas sain, ça reste en travers de la gorge et ça finit par favoriser le développement du cancer. Respirer des fibres, que ce soit de l'amiante ou de la laine de verre, ça se fait sans y penser pour des millions de travailleurs ; et comme le propre d'une fibre, c'est de se déplacer au moindre souffle, tous les gens vivant aux alentours des lieux de fabrication ou d'emploi de ces matériaux, en prennent leur dose également. Enfin, il y a plusieurs années, paraît-il, que le « Medical Research Council » britannique et le Centre international de recherches sur le cancer de Lyon se penchent

## L'O.M.S. ET LES MÉDECINS MIGRANTS

Dans une étude publiée à Genève le 21 janvier, l'O.M.S. indique que plus de 140.000 médecins exercent dans un pays qui n'a pas payé leur formation. Le nombre des infirmières expatriées s'accroît lui aussi régulièrement. Cela coûte très cher aux pays pauvres comme l'Inde, les Philippines, l'Iran, la Corée du Sud et la Thaïlande, dont les médecins filent vers les Etats-Unis, l'Angleterre et le Canada principalement. Plus de la moitié des médecins des Philippines et plus du tiers des médecins iraniens s'en vont soigner des Occidentaux. L'O.M.S. pense qu'ils le font parce que dans leur pays d'origine, les malades et l'Etat sont trop pauvres pour leur assurer un revenu aussi élevé que dans les pays riches.

L'O.M.S. cite en exemple la Tanzanie, qui a modifié le programme de formation de ses médecins afin que celle-ci corresponde mieux aux besoins locaux assez rudimentaires et moins aux besoins plus sophistiqués des pays étrangers. (d'après l'A.F.P.)



angoisse chez les catholiques de gauche : fini FROMAGE ET DESSERT, maintenant c'est LE SABRE OU LE GOUPILLON.

## EXPORTATIONS ATOMIQUES

Accord sur les principes de l'exportation de la technologie nucléaire. Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, le Canada, le Japon, l'U.R.S.S. et la R.F.A. se sont mis d'accord pour que leurs exportations d'énergie nucléaire ne soient pas utilisées à des fins « non pacifiques ». Quand l'Allemagne vend un réacteur au Brésil, l'A.E.I.A. (agence internationale de l'énergie atomique) a un droit de regard sur l'utilisation qu'en fera le Brésil.

Le Canada vient ainsi de conclure la vente de son type de réacteur « Candu » à la Corée du Sud. L'affaire traînait

peennes de la fibre de verre et de la laine minérale.



## VIVISECTION

Le complexe de recherches médicales et scientifiques de Villejuif, dans la banlieue sud de Paris, possède une animalerie qui est un véritable bague pour chiens. On y a trouvé entre autres deux sujets très maigres, présentant un état de cachexie, et un corniaud aveugle, peut-être pas des suites d'une expérience, mais qui servait sans doute encore à la vivisection. Ces chiens ont été ouverts au niveau du bas-ventre. Ils restent constamment dans l'obscurité.

Une réaction tend à se dessiner contre la vivisection, comme en témoigne l'étonnant livre de Claude Ambarès, « **Le professeur Hackerd** » (La Pensée universelle). Ce personnage, savant, pervers, condamne des chiens à l'insomnie forcée jusqu'à ce que mort s'ensuive. Révolté par cette cruauté, l'assistant le séquestre et le condamne au même supplice... Livre dur, parfois pénible, mais qui force à réfléchir.

J.J.B.

## CHARLIE HEBDO COMMUNIQUE :

Concernant la grande exposition de chats volés qui a eu lieu les 29 et 30 janvier au siège du journal « Charlie Hebdo » : six chats ont été exposés au public durant ces deux jours. Ces chats avaient été volés dans un laboratoire du C.N.R.S. Monsieur André Berkaloff, directeur scientifique au C.N.R.S., donc responsable des électrodes plantées dans la tête des chats volés, prétend dans un article paru dans « Le Monde » (1 et 2 février) que plusieurs de ces chats seraient morts durant l'exposition par manque de soins.



Nous affirmons que sur les six chats qui ont été exposés, un seul est mort. Il est mort du typhus dans les bras d'un vétérinaire. Cela prouve que André Berkaloff aime tellement les chats qu'il ne les fait même pas vacciner contre le typhus ! Les cinq chats bien vivants et porteurs de petits engins de torture fixés sur leur tête par André Berkaloff peuvent être présentés aux journalistes qui le demanderaient.

Les complices de voleurs des chats

usine sert, éventuellement, à recycler les déchets produits par « Candu », qui utilise de l'uranium naturel, et encore plus éventuellement, à produire de quoi fabriquer une bombinette. L'Inde l'a déjà fait et c'est pourquoi le Canada, qui s'était fait alors copieusement engueuler par ses pairs pour son insouciance mercantile, a préféré attendre que l'AIEA et la Corée signent un accord. Maintenant, c'est l'AIEA qui est responsable. Elle sera au moins aussi efficace que les casques bleus de l'O.N.U. essayant de faire respecter un cessez-le-feu.

## L'ASIE NUCLÉAIRE

Le taux de radioactivité s'est considérablement accru cette semaine au Japon. Près de 600 fois « supérieur à la normale ». Mais c'est encore au-dessous du seuil d'alarme, et y'a pas encore de quoi s'inquiéter, précise l'agence scientifique et technologique japonaise.

Le 23 janvier, la Chine a procédé à une expérience nucléaire souterraine. Ma fille rangeait les six bougies de son anniversaire.

## RAGE DE TUER

Aucun cas de rage n'a été signalé en Savoie. N'empêche, pour retarder la progression de la maladie et limiter les risques de contamination, le département de la Savoie accorde jusqu'au 3 juin 1976, une prime de 30 F à toute personne apportant la preuve d'un renard tué. Les queues de renard adulte, entières et non dépouillées, ou les cadavres entiers des très jeunes renardeaux doivent être présentés aux Présidents des associations communales de chasse, aux gardes fédéraux du département ou aux agents du service d'inspection des abattoirs d'Aime (lundi et mardi), Bourg Saint Maurice (lundi), Chambéry, Modane et Saint-Jean de Maurienne.

## PANOPLIE DU PETIT-VIOLENT

Pour compléter la panoplie du petit violent, on trouve en Allemagne une « matraque chimique » utilisée par la police : un vaporisateur de gaz suffocant qui interdit toute action cohérente. C'est désagréable mais de courte durée, paraît-il.

De même pour le pistolet à fléchettes qui électrocute « juste un peu », et qu'on trouve maintenant aux Etats-Unis.

## AMARANTE

La mesure d'interdiction du rouge E 123 prise le 19 janvier par la F.D.A. (agence fédérale américaine pour l'alimentation et les médicaments) a été bloquée par un juge fédéral à la demande des fabricants de colorants, qui nient le caractère cancérigène de l'amarante. Auditions à partir de 6 février.

## QUAND LES PARENTS FUMENT, LES ENFANTS TOUSSENT

Les parents fument, les enfants toussent : c'est ce que vient de découvrir un pédiatre parisien en examinant 4000 enfants des écoles parisiennes. Plus les parents fument de cigarettes par jour, plus leurs enfants sont sujets aux rhino-pharyngites à répétitions persistantes. Qu'on soigne (?) couramment par l'ablation des amygdales et des végétations. La fumée du tabac peut provoquer des troubles respiratoires chez les bébés et contribuer à l'affaiblissement de l'organisme des enfants.

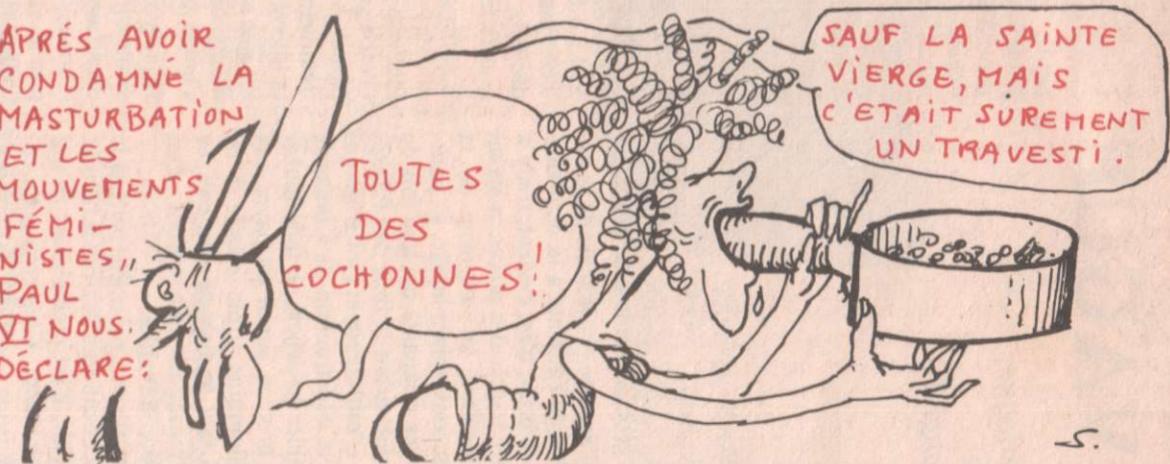


(C.R.D.P.) de Bordeaux, service public qui dépend de l'Education nationale, vient de lancer une opération « habiter l'Aquitaine ». Sous couvert de pédagogie, c'est en réalité un « coup » publicitaire en faveur de l'aménagement-déménagement de la Côte Aquitaine. (voir G.O. n° ). En effet, le matériel pédagogique distribué gratuitement aux enseignants (disque, film télé, diapos, fiches...), qui vante les louanges de la fausse ferme traditionnelle avec poutres apparentes en poly - quelque chose, ne pose aucune question sur les coûts humains et écologiques de l'aménagement.

Des instits des Landes ont écrit au Syndicat national des instituteurs pour soulever ce lièvre. On attend sa réponse avec intérêt.

C.R.O.P., 75 cours d'Alsace-et-Lorraine, 33075 Bordeaux Cedex.

APRÈS AVOIR  
CONDAMNÉ LA  
MASTURBATION  
ET LES  
MOUVEMENTS  
FÉMI-  
NISTES,  
PAUL  
VI NOUS  
DÉCLARE :



## Télévision

Un jour de 1965, un sociologue californien, Douglas Grant, obtient des fonds du gouvernement fédéral américain pour voir ce qui se passe quand on tente de « réinsérer » sérieusement dans la société dix-huit criminels récidivistes. Dix ans plus tard, Daniel Karlin réalise pour Antenne 2 (**Des hommes en liberté**, les 8, 15, 22 et 27 janvier, 20 h 30) un reportage sur les résultats de l'expérience. En présentant son topo, Karlin précise que, bien que tourné aux USA, son film reste valable pour la France. Objection, Votre Honneur ! Tu peux toujours l'accrocher la perm' de tournage à Clairvaux ou à la Santé, sauf quand l'Autre va serrer la pogne aux détenus. Le système pénal et pénitentiaire ricain est pas le même qu'en France : ce sont les Etats qui ont compétence pour l'ensemble du droit pénal, lui-même fondé sur le droit anglo-saxon où le précédent a force de loi. Y'a donc des divergences d'interprétation pour un même crime d'un Etat à l'autre. L'Etat fédéral n'est compétent que dans certains domaines bien définis par une série d'amendements constitutionnels. Les prisons relèvent des deux niveaux de gouvernement, donc le budget dépend de la « richesse » des Etats. Certains juges sont élus ; l'instruction est publique ; dans certains cas, tu peux négocier avec le procureur ton acte d'accusation ; 85 % des taulards ont la peau vachement basanée, etc...

Ce que Karlin a voulu montrer, et qui est comparable dans les deux pays, c'est que la haine et la répression portent en elles la reproduction d'un monde criminel qui trouve ses origines dans le déclassement social : le racisme, l'intolérance, et, en fin de compte, la pauvreté sont la face cachée d'un phénomène dont on ne montre que les conséquences spectaculaires. Bref, le Grant fait choisir par leurs collègues 18 détenus. Le contrat est simple : « tu participes au programme et tu restes libre tant que tu ne commets aucun délit. Sinon tu retournes en taule à perpé-

Avant, quand on voulait savoir où était la rivière, on cherchait la rangée de peupliers et de saules. Dans vingt ans, on cherchera les centrales nucléaires, mais on ne pourra plus aller faire trempette. Quand on en verra deux très proches l'une de l'autre, on se dira : « Tiens, la frontière avec le Luxembourg passait au milieu ».

Le passeport ou le permis de conduire européen avaient les honneurs de la presse en décembre alors qu'à la même époque les deux ministres de la Recherche et de l'Industrie français et luxembourgeois parlaient de construire chacun une centrale nucléaire dans le même coin : Sentsich-Remerschen, ça fait dix kilomètres à vol d'oiseau.

## DES HOMMES EN LIBERTÉ

te. » En 1975, un seul, Manuel Rodriguez, a « recheté ». Karlin a eu du mal à le retrouver : l'administration pénitentiaire lui avait présenté un homonyme mythomane. Le vrai Rodriguez, Karlin l'a retrouvé en insistant beaucoup. C'est un révolutionnaire qui refuse le rôle de soutien au système qu'on veut lui faire jouer. Il n'a pas dit grand-chose, mais j'ai l'impression qu'il ne vivra pas vieux. Lis Les Frères Soledad (Le Seuil), tu pigeras.

Les autres : deux sont profs de fac en sociologie pénitentiaire et assimilée ; certains sont ouvriers ; un chôme ; deux travaillent dans des projets de développement communautaire (prévention de délinquance, problèmes sociaux dans les ghettos noirs) ; un ancien cambrioleur manipule des fonds publics d'une valeur annuelle de 2 milliards d'A.F. par an. Rien n'a été facile ; ils sont plus ou moins isolés, tarés à jamais. Les uns tentent d'avoir une vie « normale » : boulot, propriété, femme, gosses... D'autres, comme Larry Dye, un des profs, tentent de mettre leur expérience au service de la communauté et de limiter les dégâts en « changeant le système de l'intérieur ». Leur raisonnement est le suivant : prévenir coûte, financièrement et socialement, moins cher que la répression, le gardiennage et la récidive. Acteurs d'un programme exceptionnel (c'est le seul du genre aux USA), ils ont monté quelques programmes similaires. Mais le problème, tu vois, c'est que les gouvernements, depuis quelques années, ont coupé les fonds d'une chière de programmes sociaux : les vampires avaient trop soif.

Au cours de la dernière émission, y'a eu un débat (une manie). On a noté l'absence de Michel Foucault, d'avocats et de membres des Comités d'Action des Prisonniers. Evidemment, les vampires, vous dis-je...

Serge Arès

**L'**UNION Sacrée, ça reconforte. La communion de toute une nation dans la connerie sublime, c'est la douche froide qui vous réveille à l'aube avant le sport matinal. De voir le syndicat maison C.G.T. fraterniser avec les P.D.G. et les cadres à un million par mois pour réclamer le boycott des produits américains en cas de refus d'une mécanique où jamais prolo ne foutra les pieds, bien qu'il l'ait payée, cela vous arrache les larmes des yeux. Marchais, Mitterrand, Debré, Giscard et Dupont rassemblés par ce Saint-Esprit de tôle parfumé au kérosène, c'est si beau qu'on a envie de les laisser à leur adoration en s'éloignant sur la pointe des pieds. Mais l'occasion est trop bonne de faire réfléchir quelques écololos sur la Politique, la France, l'Amérique et le Progrès.

Le 5 janvier 1976, le secrétaire d'État américain aux transports a ouvert un « hearing » entre partisans et adversaires de Concorde (ou discorde, cela dépend de la tribu) pour savoir s'il devait l'autoriser à atterrir sur les aéroports américains. Dans le document préparatoire à ce débat il pose ainsi le problème : « Tout en comprenant que le développement de la technologie est vital pour la croissance et le progrès économique, nous éprouvons notamment le besoin de concilier les bienfaits de la technologie avec ses conséquences néfastes. Nous cherchons à définir le progrès comme un équilibre entre la productivité de l'économie et la défense de l'environnement. » (1) On ne saurait mieux tenter de marier la carpe originelle avec les bienfaits néfastes du lapin mécanique. Mais au moins on se donne l'air de la réflexion, ce qui scandalise les adorateurs de l'Évidence : de la France et du Progrès incarnés dans le divin Concorde. Ajoutons-y la Démocratie, représentée par les ouvriers qui le fabriquent, sinon par ceux qu'il transporte. Si vous avez le goût de la connerie sur laquelle on s'accorde, je vous renvoie aux caricatures du « Monde » et de maints journaux où l'on voit notre Sainte torturée de mainte façon par le glaive de la C.I.A.

Pourtant l'Évidence, en général faut s'en méfier : que ce soit Dieu, le Progrès, la France, sa belle paroi vernie cache toujours quelque énorme étron. Et c'est le cas de notre Sainte Colombe (qui, à vrai dire, considérée d'un œil critique a plutôt l'allure d'un bâtard de cigogne et de cerf-volant, n'était-ce son rot espouvantable). Le Progrès, la France, c'est-à-dire finalement le Bon Dieu (Coucou le revoilà ! Il

# CHRONIQUE DU TERRAIN VAGUE

*Une gueule affreuse d'Amerloque  
(Celle de qui chipote  
sur notre Concorde bien franglais)*

n'est plus en marbre mais en alu au titane) il faut prendre son courage à deux mains pour s'y attaquer. Et pourtant il le faut si l'on veut faire du prestigieux esprit volant un vulgaire moyen de transport pas trop coûteux et à la portée de tous, une sorte d'omnibus aérien inconfortable mais plus ou moins rapide : un avion.

Inutile de rappeler le pour, on nous le corne assez dans les oreilles. Pour ce qui est du contre j'irai vite, le sujet ayant déjà été traité. L'atteinte à l'environnement se ramène à trois points. La menace sur l'ozone ; au fond on n'en sait trop rien, mais une fois de plus c'est le reproche qu'on peut faire aux inconditionnels du progrès. « On verra bien... » S'il y a de la casse, on rectifiera le tir après coup. On peut seulement regretter que ce principe hautement scientifique n'ait pas été appliqué pour la construction de Concorde, cet anus volant n'aurait jamais quitté le sol : la prévision scientifique ça vaut toujours pour la fabrication des causes, jamais pour leurs effets. Sur le bruit tout le monde est d'accord, ça en fait beaucoup. Mais puisque les avions actuels en font déjà, pourquoi ne pas en ajouter un peu plus ? (Cf. l'argumentation des canards, notamment du « Monde »). On fait à notre bel ange un procès d'intention : « le peu de bruit supplémentaire que peuvent apporter aux riverains de New-York ou de Washington six vols quotidiens de Concorde suffit à déclencher une réaction virulente de tous ceux qui refusent de vivre dans l'enfer des bouts de piste ». (2) Et Concorde ne dévorera pas seulement notre air, mais aussi notre espace-temps de toutes sortes de façons, notamment en rétrécissant la terre. On peut donc parler à

son sujet de géocide, comme de génocide.

L'atteinte à l'homme par le biais de la nature se double de l'atteinte à la démocratie ; comme le bruit, c'est évident, il n'y a qu'à consulter le prix des places, mais au besoin on invitera un tourneur de la S.N.I.A.S. en convoquant la télé. Et pourtant ce sont les rampants qui une fois de plus subventionneront le luxe des P.D.G. et des stars. C'est l'impôt et l'inflation qui ont financé la construction de Concorde et vont combler le déficit de fonctionnement : à ce prix on aurait pu payer aux ouvriers toulousains triple salaire à ne rien faire. Il faut le dire, ce sont eux les coupables, puisqu'ils ont besoin d'un Concorde pour travailler.

Reste l'essentiel : la France éternelle et le Progrès ; car ce qui fout la France (et tout le reste) en l'air, c'est précisément ce qui lui donne une valeur. Concorde - on entrevoit l'obélisque - c'est la France, comme qui dirait Chenonceaux volant dans les airs. Malheureusement il a fallu le fric des Anglais, et les méninges et les tripes horreur ! sont américaines. Reste le bec, la carcasse et le bréchet, bien français. Reste le Progrès : indéniablement Giscard et Mireille iront plus vite. Ensuite ils pourront perdre une partie du temps gagné aux feux rouges. Mais plutôt, cette mécanique de pointe, cette grande gidouille gaullienne, ne serait-elle pas une sorte de dinosaure, l'ultime et monstrueux produit de la technologie des années mille neuf cent ? Je crains qu'en le refusant, une fois de plus, pour le bien comme pour le mal, les Américains ne nous montrent la voie de l'an deux mille.

Car l'identification de la France à Concorde nous ramène au passé. Elle montre

que le fondement de l'opinion centrale demeure le crétinisme nationaliste, combiné avec un culte contradictoire du Progrès qui pousse à l'uniformisation, sinon à l'anéantissement de la terre : car si Concorde la réduit à la taille d'une petite boule, que restera-t-il de l'Hexagone. D'où un anti-américanisme fait d'envie, donc d'admiration secrète. « Rattraper et dépasser l'Amérique », un de ses pires ennemis s'était déjà donné ce but, nous faisons de même en fabriquant un super Boeing. Trop tard, au moment où l'opinion, depuis cinq ans déjà, a imposé l'abandon du SST que les U.S.A. avaient, bien plus que nous, les moyens de fabriquer. Ce qui forcera le gouvernement et l'industrie américaine à investir dans les techniques de protection de l'environnement. Pendant que General Electric se consacrera aux systèmes d'épuration de l'air, il liquidera ses surplus à la S.N.I.A.S. Ils nous vendront les brevets d'élimination des hydrocarbures et des décibels, tandis que nous fabriquerons à grands frais les engins qui les produisent.

L'Amérique n'existe pas ; c'est nous - le monde - avec vingt ans d'avance. Et une fois encore, ceci pour le bien et le mal. C'est l'avion à réaction, la Golden, l'espionnage électronique, la bombe et tout le tremblement. Et c'est aussi comme nous, la liberté et l'égalité, le mouvement « écologique ». Mais ce modèle se rattrape moins bien : le « hearing » par exemple s'imité moins facilement que Concorde.

Je ne vois pas Giscard ou Marchais en discutant avec l'opposition avant de le construire. L'Amérique c'est la C.I.A., l'Armée, l'industrialisation, - car ce n'est pas le cas de Cuba, du Zaïre ou de la Chine, mais aussi leur refus par un secteur de l'opinion. C'est la contradiction des principes et des pratiques, qui est aussi la nôtre, et même celle de l'U.R.S.S. ; car après tout la révolution de 1917 et ses diverses séquelles ne fait que continuer la révolution américaine et la nôtre. Rattraper et dépasser l'Amérique au lieu de la suivre en la maudissant ?

- D'acc, suivons celle de Jefferson et de Thoreau et non celle de Boeing. Le vrai débat politique n'est pas entre la France et les U.S.A., il les coupe ainsi que la planète en deux, entre ceux qui défendent la terre et ceux qui l'exploitent.

**Bernard Charbonneau**

(1) Voir « Le Monde », 7 janvier 1976.

(2) « Le Monde », 7 janvier 1976. Quand on vit en enfer, qu'importe quelques décibels de plus ?



Un an : 180 F. Six mois : 95 F. Trois mois : 50 F. Un changement d'adresse gratuit dans l'année.

On n'aime pas bien pleurnicher, mendier toutes les semaines « Abonnez-vous, abonnez-vous s'il vous plaît ! ... » On trouve que c'est gaspiller de la bonne place journalistique pour pas grand chose, y a tellement de trucs passionnants à dire ! Malheureusement, on a constaté que si, bien gentiment, vous répondez nombreux à nos supplications, dès qu'on cesse de pleurer le rythme des abonnements ralentit. Alors, on va remettre ça, toutes les semaines. Parce que les abonnements, on vous l'a déjà expliqué, c'est notre vie. La vente au numéro nous coûte cher : 2 F, sur les 4 F du prix de vente, que nous retient l'efficace distributeur, ne nous versant en définitive les 2 F nous revenant qu'au bout d'un mois et demi.

Sans les abonnés, on crève, faut bien le dire.

Il paraît que la G.O. arrive tard dans vos boîtes aux lettres, jusqu'au samedi, nous dit-on ? Ça aussi, ça ne peut que s'améliorer avec le grand nombre : pour le routeur, nous ne sommes qu'un petit client méprisable, avec nos deux mille abonnés. Il s'occupe de nous quand il a fini de traiter l'Express ou l'Obs. C'est ça, le commerce. Quand nous aurons dix mille abonnés... oui ... je pourrai efficacement aller gueuler. Pour le moment, je le sais bien, je le fais quand même, mais c'est comme si je pissais dans un violon.

Allez, maintenant que vous y pensez, une enveloppe, un chèque, votre adresse bien lisible et le tour est joué !

**Isabelle**



**D**ANS son laboratoire, le professeur Hackerd, un savant physiologiste, est trouvé mort. Après une enquête difficile, le coupable est découvert : c'est son propre assistant.

Révolté par la torture que son « patron » faisait subir aux animaux – l'insomnie forcée jusqu'à ce que mort s'ensuive –, l'assistant a décidé de lui infliger le même supplice. Il le séquestre dans son laboratoire et, à l'aide d'un ingénieux dispositif, l'empêche de dormir... Après une terrible agonie, le professeur succombe. Les animaux sont vengés.

Cette histoire n'est qu'un roman, publié récemment par Claude Ambarès (1). Mais elle est significative : les tortures que de prétendus savants font subir aux animaux de laboratoire sont applicables, et même déjà appliquées, à l'homme.

Priver un chat ou un chien de sommeil est une distraction appréciée des neurophysiologistes. Écoutons un journaliste de « Elle » nous décrire une telle expérience : « Le petit chat n'est pas mort, il somnole. Dans une piscine de poche éclairée par des spots tamisés, accroché à une bouée écarlate, le corps serré dans un imperméable taillé sur mesure, il flotte. Dès qu'il s'endort vraiment, l'embarcation spécialement conçue pour ces naufrages automatiques, chavire. Le chat plonge, retrouve sa lucidité, barbote un instant et se hisse sur l'abominable radeau qui coulera à nouveau à la seconde où il commencera à dormir vraiment. Jeu malsain ? Non, expérience. Combien de jours le naufragé peut-il résister sans trouble à l'absence de sommeil ? » (2)

Remarquons tout de même le mot « abominable » glissé dans cette description dithyrambique. Mise au point aux États-Unis, cette diabolique expérience a été reprise en France par Michel Juvet et ses collaborateurs. Et aujourd'hui, la privation de sommeil est infligée aux prisonniers politiques de nombreux pays. Au Portugal, les hommes de la PIDE étaient passés maîtres dans ce genre de supplice : pour empêcher les prisonniers de dormir, ils tapaient sur la table, poussaient des hurlements, les aveuglaient avec une lumière vive, etc.

En Allemagne occidentale, la privation sensorielle a été expérimentée par les prisonniers politiques de la Fraction Armée Rouge, dite « Bande à Baader ». Les cobayes sont isolés dans des cellules violemment éclairées jour et nuit, dans un silence total. Les médecins-flics néo-nazis constatent chez le « sujet » de violents troubles mentaux, hallucinations, destruction de la personnalité, assortis de troubles physiologiques (vertiges, douleurs insupportables, perte de contrôle de l'équilibre). Plus efficace que les « cages à tigres » vietnamiennes, ce lavage de cerveau « scientifique », aseptisé, nous donne un avant-goût de ce qui attend les individus qui s'opposent à la « rationalité » des États bourgeois. Faut-il rappeler que l'Allemagne de l'Ouest se dit « social-démocrate » et que Mitterrand déjeune avec Schmidt ? (3)

La privation de sommeil n'est que l'une des nombreuses armes que la biologie et la médecine modernes mettent à la disposition des pouvoirs politiques pour mieux briser la résistance des individus. Dans leur récent livre *La torture propre* (Grasset), Jean-Claude Lauret et Raymond Lasierra passent en revue les divers aspects de ce terrifiant arsenal. Cela va de l'implantation d'électrodes

## Science et Torture

# Aujourd'hui l'animal, demain l'homme

dans le cerveau à la castration chimique en passant par l'électro-choc, la lobotomie (« boucherie du cerveau »), le vide sensoriel, le sérum de vérité, toutes sortes de drogues, etc.

Dans presque tous les cas, les expériences sur les animaux sont à l'origine de ces supplices. Il est grand temps de retourner l'argument classique des vivisecteurs : l'extrapolation à l'homme. En principe, l'expérimentation animale doit servir à améliorer le sort des hommes : on essaie un médicament, une opération, une greffe sur l'animal avant de passer à l'homme. Cette extrapolation des résultats est toujours aléatoire, car il existe un abîme entre la souris, le chat, et même le chimpanzé, et l'homme (4).

Au contraire, l'application à ce dernier des méthodes d'expérimentation est beaucoup plus facile, d'où les menaces qui planent sur la liberté et la personnalité des hommes. Actuellement, la « torture propre » est surtout infligée à des prisonniers politiques et aux malades mentaux (ou prétendus tels). Demain, elle peut l'être aux suspects, contestataires, marginaux, etc., ou au militaires dans le but d'accroître leur courage au combat.

Une électrode par ci, une section du cerveau par là, une injection de tel ou tel produit, et voilà un foudre de guerre transformé en agneau ou vice versa. Madame Albe-Fessard, devant le laboratoire de laquelle nous avons récemment manifesté, pourra se rendre compte, en lisant *La Torture propre*, du nombre d'expériences sur les animaux (et notamment les chats) qui sont aujourd'hui appliquées à l'homme. La piqûre au curare, de règle dans son laboratoire et bien d'autres, est également en vogue dans les prisons d'Uruguay : le détenu « curarisé » voit ses membres se paralyser peu à peu sans pouvoir réagir...

Le Dr. José Delgado, de la Faculté de Médecine de l'Université Autonome de Madrid, a au moins le mérite de la franchise : il avoue vouloir appliquer à l'homme ses ignobles expériences sur les animaux. Voici quelques années, il a implanté des électrodes dans le cerveau d'un taureau. Celui-ci, lâché dans une arène, fonçait sur le torero, puis s'arrêta net. Le torero tenait dans la main un émetteur, et une décharge suffit à faire perdre à l'animal toute agressivité.

Interrogé par « Sciences et Avenir » (5) sur la portée de ses expériences, Delgado répond : « jusqu'à une date très récente, le cerveau était considéré comme une partie quasiment inaccessible de l'homme. Si nous connaissons les mécanismes biologiques du comportement, nous ne connaissons pas les mécanismes biologiques de notre personnalité et de nos émotions. Or les techniques qui nous permettront d'aborder ces problèmes sont aujourd'hui à notre disposition. De la même façon que nous modifions notre environnement, par la science, nous avons en main la possibilité de modifier l'homme lui-même. Cela est merveilleux et dangereux en même temps. Nous avons la possibilité de construire un homme nouveau. Jusqu'à présent nous avons été les jouets de l'environnement ; aujourd'hui nous commençons à contrôler cet environnement en n'étant plus complètement dominés par nos gènes et notre cerveau.

Nous pouvons commencer à penser non plus seulement à ce que nous sommes mais à ce que nous souhaiterions être. »

En fait d'homme nouveau, ce sont des marionnettes qui ont été créées par ce genre de savants. Par exemple, un sujet porteur d'électrodes peut, au gré de son « psychiatre », se mettre à quatre pattes pour regarder sous son lit... Une stimulation électrique est de même susceptible de provoquer le plaisir, la fureur, voire l'érection... En un mot, l'homme se trouve transformé en robot.

« La Gueule Ouverte » a déjà relaté l'une des dernières trouvailles de chercheurs de l'Institut National de la Recherche Agronomique. Une opération au cerveau dans le centre de la satiété rend les oies insatiables : elles se gavent elles-mêmes, et il n'y aura plus qu'à prélever leur foie pour le réveillon.

Toutes ces expériences peuvent conduire à un « super-nazisme » où l'homme aurait perdu sa personnalité. Si les spécialistes du cerveau ont souvent la cervelle malade, ceux qui sont prêts à exploiter leurs découvertes savent très bien ce qu'ils veulent.

Jean-Jacques Beaufay

(1) Ed. La Pensée Universelle.

(2) C. Bretagne : « Le sommeil se calcule en unités », « Elle », 25 mars 1974.

(3) voir « A propos du procès Baader », Éd. Christian Bourgois.

(4) Sur les horreurs de la vivisection, voir les documents de la Ligue contre la vivisection, 84, rue Blanche, 75009 Paris.

(5) « L'homme qui télécommande les cerveaux », n° 327, mai 1974.

## LES CARNETS DE LA VIEILLE TAUPE

### Les vitamines (suite)

Pour le ou la cuisinière, il est important de savoir deux choses : 1° La chaleur (cuisson) détruit une bonne partie des vitamines. Il faut donc manger le plus souvent possible fruits et légumes crus. Même quand c'est inhabituel : épinards, chou vert ou betteraves rouges, hâchés bien fin, en petites quantités dans une salade, c'est très bon cru. – 2° Certaines vitamines fuient le camp dans l'eau (hydrosolubles), d'autres dans la graisse (liposolubles). Cette connaissance permet de déterminer le mode de cuisson. Rappel : la vitamine C étant hydrosoluble, les pommes de terre en perdraient moins en frites ou sautées qu'en condition de ne pas être coupées trop fin) que les vitamines, si la haute température de la friture n'en bouillait pas une bonne partie. La meilleure façon de cuire les patates c'est avec leur peau, sous la cendre, ou au four, ou dans un diable.

**Vitamines hydrosolubles :** B1 (levure de bière, germe de blé, feuilles de légumes). B2 (levure de boulanger, lait et œufs, gelée royale). PP (café, chocolat, dattes, pruneaux). C (citron, orange, cynorrhodon, fruits, légumes). G (germes de céréales, œufs et lait, fruits et légumes, levures). H (levure, chou, chou-fleur, champignon, céréales). I (maïs, blé, soja, lait, levures). J (pain, céréales, jaune d'œuf). L (épinards, jaune d'œuf, levures). O (levures, moisissures). P (orange, citron, noix de kola).

**Vitamines liposolubles :** A (beurre, jaune d'œuf, huile de foie de morue, persil). D (huile de foie de morue, lait et beurre d'été, mollusques, soleil). E (germes de céréales, huile de germe de maïs, huile d'olive et de soja, salade verte, chou frisé, lait, beurre, œufs). F (huile de lin, de germe de blé et de soja, beurre). K (épinards, chou, tomates). M (crème de lait, endive, pissenlit, chou, navet, céleri, betterave). N (levures).

(à suivre)

Isabelle

# LE MAL MYSTERIEUX DU JARDIN DES PLANTES

*L'intersyndicale s'inquiète devant le silence entourant l'actuelle épizootie*

**L**A ménagerie est fermée depuis la semaine de Noël. Ça, on le sait. Bien obligé. On sait aussi le nom de la maladie qui a emporté quatre animaux, dont deux chevaux, avant la fermeture. C'est la **mélioi-dose**, ainsi définie par le Larousse : « Maladie exotique, virulente, inoculable, commune à l'homme et aux animaux. Elle est due à un germe très voisin de celui de la « morve », le bacille de Whitmore, propagé par les rongeurs et certains insectes ».

Exotisme ou pas, les quelque soixante employés du Jardin-des-plantes, au Muséum de Paris, aimeraient bien savoir de quoi il retourne et quels sont les réels dangers courus. La CGT, majoritaire parmi le personnel, avait commencé, seule, sa petite enquête début janvier, sans grand résultat. Panique devant ce mur du silence. L'intersyndicale se met alors en branle, sans beaucoup plus de succès. Il faudrait convoquer la com-

mission hygiène et sécurité du travail ? C'est refusé par le professeur qui la dirige, alors que cette commission se réunit habituellement pour un oui ou pour un non, la place des extincteurs ou la marque des savonnets, enfin presque...

Ce qu'on voudrait savoir, en gros, c'est ça : **si la mélioi-dose est dangereuse pour l'homme, pourquoi ne ferme-t-on pas tout le Jardin des Plantes ? Si elle ne l'est pas, comme on voudrait le faire croire, pourquoi laisse-t-on la ménagerie fermée au risque de voir licencier son personnel, rétribué au pourboire ?**

Enfin, le 23 janvier, un petit coin du voile se lève : la direction du Muséum invite le professeur Dodin à faire une sorte de petite causerie sur la question. Mais ses réponses ne donnent pas énormément d'éclaircissements et sont, en tous cas, rien moins que rassurantes. Exemples : « La maladie est-elle transmissible par les égouts ? - Non, répond le professeur ». Mais on sait, par le syndicat des égoutiers, qu'on est en train de vérifier, par hasard bien sûr, les égouts du 5<sup>e</sup> arrondissement... « Les rats, les pigeons, les chats la propagent-ils ? - Sans doute, mais on va tuer tous ceux du Jardin des Plantes ». Très bien, mais on sait aussi que les pigeons vont se poser partout dans Paris, que certains chats du quartier viennent se balader en voisins, que, tiens, encore un hasard, la fac de Jussieu, toute proche, a avancé la date de sa dératisation... « Le fumier des animaux présente-t-il un danger ? - Oui, mais des précautions ont été prises ». Quelles précautions ? L'excédent de fumier continue à être envoyé aux jardins de Versailles, et on voit toujours les mêmes tas de fumier à cinquante mètres de la cantine... « La maladie est-elle transmissible par le sol ? - Certes, mais on l'a désinfecté à l'eau de Javel, ainsi que les tas de sable, de même qu'il est prudent de se laver les mains à l'eau de Javel ». Tiens, tiens, et les pelouses, les plantations, les arbres, vous les avez passés à l'eau de Javel, eux aussi ? ... « Enfin, oui ou non, la maladie est-elle dangereuse pour l'homme ? - Mais non, mais non... sauf cas parti-

culiers, bien sûr, les vieillards, les tout petits enfants, les drogués, les alcooliques, les convalescents, les tuberculeux, les brûlés, les porteurs de plaies ouvertes, etc... » Ben voilà.

Pas sérieux tout ça. Inadmissible qu'on laisse les employés, le quartier, les visiteurs, dans un tel flottement et une telle absence d'information réelle. L'intersyndicale du personnel va s'attacher à constituer un dossier sérieux, à exiger une prise de sang pour tous les employés, et à convoquer une conférence de presse. On se tiendra au courant.

En tout cas, il serait bien dommage mais fort possible hélas, que cette histoire sonne le glas du Muséum, « établissement d'enseignement supérieur ouvert au public » dont les statuts datent de la Constituante (auparavant, c'était un jardin du Roi). Un terrain pareil, en plein cœur du 5<sup>e</sup> arrondissement où la surface à bâtir vaut 20 000 francs le mètre carré, ça chatouille sérieusement l'envie des promoteurs ! Et on sait bien qu'ils sont tout puissants, à Paris, les promoteurs. Surtout que le Muséum n'a pas bonne presse, malgré l'arrivée à la direction de Jean Dorst, bon Giscardien qui risquerait d'obtenir une petite partie des crédits importants nécessaires à la remise en état et à l'entretien.

On a tant laissé aller les choses, jusqu'à présent. C'est compliqué, comme situation. Les bâtiments, par exemple, où les animaux sont si à l'étroit qu'ils ont ému les bons sentiments de Brigitte Bardot : intouchables ! Ils sont monuments historiques, classés, et dépendent de l'Architecture et des Beaux-Arts... Que faire ? Déplacer les bêtes et le personnel qui s'en occupe (compétent, issu principalement de la paysannerie) hors Paris avec d'honnêtes crédits, et conserver au Muséum sa fonction de poétique musée instructif ? Triste solution, mais c'est peut-être la seule. En tous cas, voilà un espace vert sur lequel les Parisiens devront garder l'œil s'ils ne veulent pas le retrouver un jour prochain rasé puis recouvert de tours et de béton...

Isabelle

« Combat Non Violent » (1) vient de sortir une très bonne plaquette, « La longue marche des Farmworkers », sur la lutte exemplaire que mènent César Chavez et le syndicat des Chicanos contre les gros propriétaires terriens de Californie. Ce syndicat, l'UFW (United Farm Workers), est original à bien des égards : ses moyens sont non violents, sa forme est communautaire.

G. Didier

**L**n'est guère que « Le Monde Diplomatique », la revue « Esprit » et quelques articles confidentiels (« Libération » entre autres) qui aient parlé, en France, de la lutte des travailleurs agricoles de Californie contre le grand patronat. Cet embargo de la grande presse peut s'expliquer par deux motifs : d'une part, des médias à tendance « atlantiste » (et donc anti-communistes) n'ont pas intérêt à dénoncer un scandale vieux comme la conquête de l'Ouest, qui, décidément, n'aurait pas redoré l'image de la société capitaliste américaine. D'autre part, la presse « engagée », sous prétexte d'autres chats plus proches à fouetter, a plutôt fait la fine bouche devant ce conflit de classe qui introduit inévitablement la fameuse « utopie démobilisatrice » : la non violence !

Le problème est en effet bien là : l'histoire d'une résistance à la violence du capital, la conquête de la justice, l'inno-

(1) B.P. 26, 71800 La Clayette. La plaquette : 5 F. Franco. Dessins de Ci-Git.

vation d'un esprit communautaire syndical à travers dix ans d'actions non violentes... (sans jamais s'obnubiler sur le débouché philosophique de la non violence...)

Le conflit ne manque pourtant pas d'ampleur... Quelque sept millions de Mexicains sont partie prenante. Les Américains ne peuvent s'empêcher de comparer (probablement à tort) le leader, Cesar Chavez, à un Luther King, à un Gandhi... L'adversaire de ces ouvriers n'est autre que « l'institution » de l'agribusiness, véritable machine d'État, qui engrène ses rouages depuis Washington jusqu'au ranch de Californie en passant par la Bank of America, et les multinationales classiques : Standard Oil, Gulf, etc...

## LES CHICANOS : PROLETARIAT « MADE IN USA »

Sur la terre californienne, colonisée, les descendants des Indiens et des Espagnols, ces Mexicains, appelés Chicanos, subissent un ethnocide subtil. Ils constituent avec d'autres minorités ethniques (Philippins, Arabes...) un réservoir de main d'œuvre pour l'agriculture californienne (d'où nous viennent les citrons au diphényle).

Le patronat (les « Growers »), pour garder à ses prolétaires leur caractéristique « très beau, pas cher », leur refuse tout accès au langage, aux traditions originelles, à la vie culturelle, économique et politique du pays. Toutes ces minorités,

# SYNDICAT NON VIOLENT EN CALIFORNIE



pour être maniables, sont massées dans les champs californiens ou dans les barrios (ghettos des villes). Elles sont employées, à peu de frais, pour les travaux les plus pénibles, sans aucune garantie, sécurité ni possibilité de s'en sortir. Les « Growers » exploitent aussi les divisions ethniques entre les communautés de travailleurs.

Les Farmworkers se battent autant contre leurs conditions de travail, la finalité de leur labeur, que pour leurs salaires. Des milliers de travailleurs (et de consommateurs par la suite) se trouvent directement confrontés aux organo-chlorés, au DDT (si l'on n'en produit plus, il reste des stocks à écouler), aux organo-phosphorés (Parathion, Phosdrinne, Tepp...). Des herbicides bannis au Vietnam y sont même parfois

employés (commercialisés par Dow-Chemicals).

Les avions qui aspergent les cultures arrosent parfois les travailleurs. Plus souvent, c'est le vent qui dépose sur leur visage des joyusetés chimiques... Coût de l'opération : 800 ouvriers agricoles atteints mortellement par cette chimie (chiffre du ministère américain du travail), 80.000 intoxications graves (poumons, infections des yeux...) et... les dégâts de la tuberculose !

Le quart des travailleurs (700.000 environ) a moins de seize ans. Le racisme n'est pas latent. L'école, lorsqu'ils y parviennent, leur impose l'anglais. Le taux de mortalité infantile est de 125 % plus élevé que la moyenne nationale. L'espérance de vie plafonne à 49 ans et les salaires sont 40 % moins élevés que

# LES VAMPIRES DE MÉRIEUX

Le gouvernement français tolère depuis des années qu'une entreprise privée, l'Institut Mérieux, agisse, sur notre territoire, en violation flagrante de l'article 667 du code de la santé publique qui, dispose que « la préparation du sang humain, de son plasma et de leurs dérivés ne peut être effectuée que par un docteur en médecine... uniquement dans les établissements agréés par le ministère de la santé publique après avis d'une commission consultative de la transfusion sanguine... ». Cette commission a rejeté le 5 juillet 1973 une demande d'agrément présentée par M. Mérieux, en s'étonnant de découvrir, à cette occasion, que l'Institut Mérieux agissait au mépris des textes officiels sans avoir encouru la moindre sanction. C'est une question du député socialiste Gau (J.O. du 24.1.76) qui vient de révéler cette affaire sur la place publique. L'I.M. fabrique et commercialise en particulier des gamma-globulines spécifiques obtenues à partir du sang de **donneurs immunisés et payés par ses soins**. Il n'a pas le droit de pratiquer l'immunisation des donneurs (alinéa 3 de l'art. 667), contraire de surcroît à l'article 673 du code de la santé publique, qui **interdit tout profit** sur la préparation et la cession des produits sanguins.

Cette triple violation de la loi se perpétue depuis des années, sans que le Ministre de la Santé fasse la moindre réserve. Il est pourtant au courant au travers de divers rapports émanant des administrations, et des observations faites par les centres de transfusion sanguine comme par la Fédération française des donneurs de sang bénévoles. Aucune nécessité de fait ne peut justifier une telle mansuétude, les centres de transfusion sanguine étant parfaitement capables de satisfaire les besoins.

L'Institut Mérieux suit des pratiques particulièrement odieuses pour se procurer une « matière première » à bas prix et augmenter ainsi son profit. La plus grosse partie du plasma utilisé provient de prélèvements effectués parmi les populations pauvres de pays en voie de développement, et opérés suivant la méthode dite de plasmaphèrese, qui rend possible la récolte de 500 à 600 centimètres cubes de plasma par séance. (Le sang est prélevé directement sur anticoagulant et centrifugé pour séparer le plasma des globules qu'on peut alors retransférer au donneur.)

Un récent rapport de l'O.M.S. révèle que plusieurs prélèvements de cette importance sont parfois réalisés dans la même semaine et sur un même donneur, ce qui comporte un risque pour la santé de celui-ci. Les sociétés commerciales, selon le directeur général de l'O.M.S., obtiennent un litre de plasma pour un prix variant de 2 à 4 dollars, contre 20 à 40 dollars dans les pays industrialisés. Il ajoute : « Les pauvres qui, pour des raisons de santé, peu-

vent le moins se permettre de se priver d'une partie de leur sang, sont poussés à le faire au profit des riches. D'autre part, l'offre d'une rémunération revient à exercer une pression sur des êtres humains pour les inciter à se prêter à des pratiques qui ne sont pas sans danger pour la santé... Les pays insuffisamment développés fournissent du sang aux pays riches pour faciliter la production des dérivés sanguins, lesquels sont surtout utilisés dans les pays développés en raison de leur coût et de l'existence dans ces pays d'un meilleur équipement médical. » Mérieux affirme maintenant s'approvisionner en sang aux USA. Pourtant, son trafic a débuté il y a une dizaine d'années en Amérique du Sud. Au profit de quelles compagnies ? Un silence total entourant cet aspect moral du problème, « l'affaire Mérieux » ne cache-t-elle une simple manœuvre politique ou économique ?

Le ministère de la Santé a annoncé qu'il va mettre fin aux activités illégales de Mérieux, lui causant ainsi une perte financière d'environ 6% de son chiffre d'affaires consolidé (332 millions actuels). Mérieux continuera ses activités, mais aux USA. En France, Mérieux détient 95% du marché des gamma-globulines et les deux-tiers de celui des vaccins. Au fait, savez-vous que les gamma-globulines servent à mieux supporter les vaccins ? Par exemple, elles diminuent les risques d'encéphalite post-vaccinale dus au vaccin antivaricelleux.

Damilo

le salaire minimum reconnu en Californie ! Il est facile de comprendre le pourquoi de leur révolte.

## UN CHOIX NON VIOLENT

Il est plus difficile, par contre, de saisir leur choix de la non-violence. César Chavez a beaucoup lu Gandhi et a vu œuvrer Martin Luther King. En se donnant des moyens non violents, les ouvriers agricoles ne sacrifiaient pas à une méthode au rabais (faute d'armes), mais s'engageaient inconditionnellement dans la seule voie efficace...

Pour se faire reconnaître, il leur fallait le soutien de la majorité silencieuse, de la majorité la plus vaste possible. Tout acte violent, les aurait très vite « grillés ». La chasse aux sorcières, aux communistes, se porte bien au U.S.A.

Cette méthode de lutte, capable de réaliser l'unité des travailleurs, ne pouvait laisser de côté la tradition religieuse américaine, la valeur de l'action « morale ». Alors ce qui nous paraît en France une curieuse politique, est, en Californie, une force, une dynamique qui fait « capoter » l'agribusiness, l'État-patron.

La principale originalité des Farmworkers est d'avoir, outre la grève, réinventé le boycott. Dans toutes les villes, des travailleurs et des comités ont créé des « picket-lines », des piquets prêts à harceler un magasin, un supermarché, pendant plusieurs semaines, soit pour que les clients directement interpellés cessent d'acheter la marchandise incriminée (raisin, laitues et vins

Gallo...), soit pour que le magasin cesse de distribuer ces produits.

De nombreux États américains ont été touchés par ces actions. Des chaînes de supermarchés ont renoncé à vendre des produits boycottés (70% des supermarchés à Los Angeles). Des caisses de raisins ont même été envoyées aux soldats du Vietnam. Des étudiants refusaient les repas où entraient des marchandises boycottées. Le Canada, de Montréal à Toronto, a suivi le boycott. Des dockers anglais, hollandais, ont refusé, par solidarité syndicale, de décharger des bateaux transportant des produits boycottés. Le succès des Farmworkers amena l'État fédéral, en 1975, après 10 ans de lutte, à autoriser la représentation des travailleurs agricoles par le syndicat de leur choix dans des élections à bulletin secret. Ce droit ne leur était jusque là reconnu dans aucun État.

## SYNDICAT COMMUNAUTAIRE

Le syndicat des U.F.W. (United Farm Workers) est un curieux syndicat qui se veut aussi un mouvement communautaire. Il a créé cinq cliniques, un centre de retraite (unique en Californie), une mutuelle et un journal... L'U.F.W. favorise aussi des écoles de grève, écoles parallèles ou l'on enseigne l'Espagnol, culture indienne, etc...

L'U.F.W. a toujours voulu donner un maximum d'initiatives aux ouvriers dans tous les domaines : santé, éduca-

tion, loisirs. Chavez dit souvent que les travailleurs savent mieux que quiconque ce qui est bon pour eux.

La lutte non violente a aussi permis le développement de l'identité des femmes, qui s'éveillent dans la lutte parmi une communauté mexicaine qui élevait la virilité en culte, et le développement de l'identité de l'ethnie, de la force culturelle, que les « anglos » ne cessaient de dévaloriser.

Le grand patronat n'a pas laissé faire sans réagir. Les Farmworkers, avec leurs techniques non violentes, ont résisté aux agressions de mercenaires payés 400 F par jour par les « Growers ». Des piquets de grève ont été attaqués. Des propriétaires ont tiré sur les ouvriers, ont agressé avec des chaînes, des « bates » de base ball les travailleurs, hommes, femmes et enfants.

Il a fallu deux morts, des centaines de blessés, d'emprisonnés pour que les travailleurs soient enfin proches de la victoire : les contrats vont être signés... Le boycott continue. Au lieu de se répandre sur Concorde, Séguy ferait mieux d'aller rendre visite à son homologue Chavez (salaire de 20 F par semaine). Il est vrai que Chavez se dit chrétien, que son nom est souvent accolé au souvenir de Zappata et de Pancho Villa, les deux guérilleros mexicains. Quel mélange et quelles fréquentations !

« La longue marche des Farmworkers », une plaquette à lire !

Asselin

# SUR LE TERRAIN

## AMIANTE

Plus de 2000 personnes ont manifesté le 28 janvier devant le rectorat de Paris pour protester contre la présence d'amiante dans les bâtiments de l'université Paris VII. « Amiante aujourd'hui, cancer demain », « l'amiante, c'est la qualité de la mort ». Les enseignants, étudiants et personnel, réunis à l'appel de l'intersyndicale et de l'UNEF, réclament l'enlèvement immédiat de l'amiante qui recouvre toute la structure métallique de l'université, dans les meilleures conditions de sécurité, et non pas le plâtrage envisagé.

L'amiante, matériau fibreux et très friable, provoque chez ceux qui l'inhalent une sorte de silicose, l'asbestose, quand ce n'est pas un cancer de la plèvre incurable lui aussi, le mésothéliome.



## LES AMIS AU CHÂTEAU

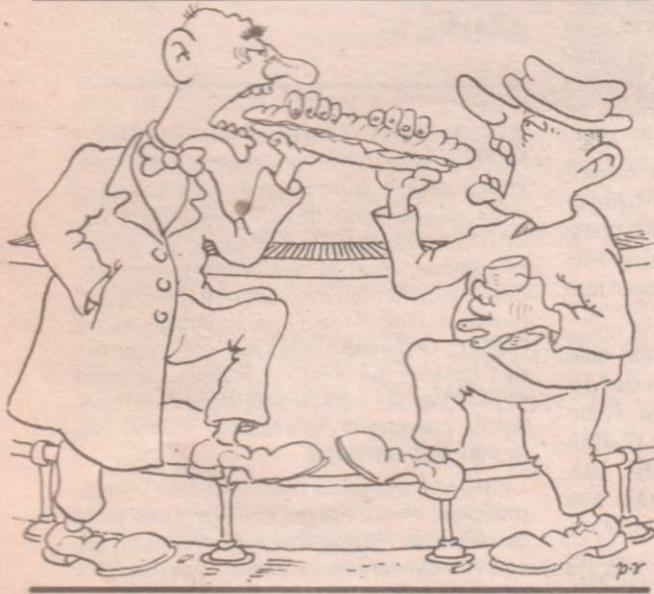
Les groupes français des Amis de la Terre ont tenu leur première réunion nationale samedi 31 janvier et dimanche 1er février à Château Cornu, près de Bourgoin en Isère. C'est confirmé : **une journée mondiale pour le vélo aura lieu le samedi 5 juin**. Des manifestations auront lieu simultanément dans plusieurs villes du monde et de France. Une date à noter dès maintenant.

Les Amis de la Terre ont pris d'autre part la décision d'intensifier la lutte contre le surgénérateur Super-Phénix, ainsi que l'action antinucléaire en général. Des échanges de vue, trop brefs mais enrichissants, ont eu lieu au sujet des structures des Amis de la Terre et du courant écologique, au sujet des élections municipales, de l'emploi, etc.

**Un groupe parisien des Amis de la Terre**, destiné à relancer et coordonner l'action écologique à Paris, a annoncé sa création. Adresse provisoire : c/o Vincent Richet, 15 rue Monge, 75005 Paris. Ce groupe est indépendant du secrétariat du 16 rue de l'Université, 75007 Paris ; il continuera à jouer son rôle d'agence de services et de producteur d'informations.

LS.

# SUR LE TERRAIN (suite)



## CONTRE LE CANAL A GRAND GABARIT

Les associations de Bourgogne, Franche Comté, Alsace et Jura se sont réunies les 24 et 25 janvier à Besançon, pour décider d'un front d'action commun contre le canal à grand gabarit. « Afin d'être plus forts, mieux informés et de pouvoir agir plus efficacement », les participants à cette réunion ont décidé la création du C.L.A.C. (Comité de Liaison Anti Canal). Un questionnaire destiné aux candidats aux élections cantonales et un tract pour les agriculteurs ont d'ores et déjà été élaborés par le comité.

D'autre part, de nombreux documents sur le canal à grand gabarits sont en cours d'élaboration : une étude d'impact écologique préparée par la Faculté des Sciences de Lille et le Centre d'Etudes Techniques de l'Equipement, un livre blanc franc-comtois et un tract pour les agriculteurs. Tous ces documents, ainsi que le texte de la motion qui sert de plate forme d'accord au nouveau comité, sont disponibles au C.L.A.C., c/o Pierre Parreaux, 92, rue des Granges, 25000 Besançon.

## LUTTE ANTINUCLÉAIRE

● Réunion pour une coordination nationale des comités antinucléaires samedi 7 et dimanche 8 février, au Collège de France, place Marcellin Berthelot, 75005 Paris. Renseignements : Comité Antinucléaire et Association Toulousaine d'Ecologie, 18 rue des Pénitents Gris, 31000 Toulouse.

● Colloque « Energie nucléaire et société » samedi 14 et dimanche 15 février à la Maison des Jeunes et de la Culture, 27 rue de la République, 54000 Nancy. Circulaire

LE COURRIER DE LA BALEINE  
Journal mensuel  
publié par LES  
AMIS DE LA TERRE  
Dans le numéro 18-  
nouveau format, 16  
pages! - des articles  
sur le Concorde, la  
médecine, les femmes, le fröon, le nucléaire aux USA...  
etc... - prix du numéro : 3 frs. Abonnement : 30 frs  
LES AMIS DE LA TERRE : 16, rue de l'université -  
PARIS. 75007



détaillée à demander au Comité d'information nucléaire de Nancy, 125 rue du Val de Fer, 54250 Neuves-Maisons. Tél. : 47.11.42.

● CHALON SUR SAONE : Assemblée générale du Mouvement régional anti-nucléaire (MRAN) mercredi 4 février à 20 h 15, salle du SKBLZ (sic), 46 Grande rue. Le MRAN vient d'élaborer un projet de manifeste qui dit notamment : « Nous tournons donc le dos au nucléaire car nous refusons cette société hypercentralisée et figée pour des siècles, condamnée à surveiller et à gérer, d'une manière policière et militaire, les nuisances qu'elle va engendrer ».

● MARTIGUES : la quinzaine d'animation « A la rencontre de l'atome » se termine le 7 février. Les associations écologiques n'ont pas été autorisées à participer à l'exposition permanente : c'est, paraît-il, la direction régionale d'EDF qui a posé cette condition à sa venue. La contestation ne peut donc s'exprimer qu'aux conférences-débats. Raison de plus pour y aller nombreux.

Mercredi 4 février, 21 h, « le programme nucléaire gouvernemental; analyse du site de Ponteau; responsabilités des décideurs », avec Nicole Girard, maître-assistante à la Faculté de Luminy, conseillère municipale de Martigues et Gabriel Laforest, adjoint au maire de Port-de-Bouc, animateur de l'Association pour la protection de la Méditerranée Ouest. Jeudi 5 février, 21 h, « pas de centrales nucléaires à Ponteau, ni ailleurs ! », avec le comité matrégal contre le programme nucléaire gouvernemental et les Amis de la Terre. Vendredi 6 février, 21 h, « l'énergie du désespoir, protection de l'homme et de l'environnement », avec Christian Garnier-Expert, secrétaire scientifique de la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature, et Nicole Poincot, chargée de recherches au CNRS, laboratoire d'écologie méditerranéenne. Samedi 7 février, 18 h, « la CGT et le nucléaire : pour un programme énergétique diversifié », avec Roger Durand, président du SNPE-EDF, membre de la commission du VIIe Plan, des responsables syndicaux régionaux CGT d'EDF, et Nicole Girard.

Toutes ces conférences ont lieu à la Salle du Grès, quartier de Ferrières, Martigues. Entrée : 3 F. Gratuit pour les scolaires et les adhérents de l'Office Municipal Socioculturel (22 cours A. Briand, 13500 Martigues), qui a organisé cette quinzaine. Il y a aussi des films, des animations, des rencontres, et l'expo permanente pro-nucléaire.

● BRETAGNE : tournée de Jean Kergrist, « le clown atomique » et sa « Centrale baladeuse ». Vendredi 6 février, à la MJC de Bégau ; samedi 9 février à 20 h 30, salle St-Elivet à Lannion, avec Fest-noz, d'autres chanteurs, expos sur les énergies nouvelles et l'architecture marginale; lundi 9 février à 21 h à la maison de Vally, Guingamp ; mardi 10 février à la MJC Plateau, St Briec.

● Le comité régional d'information nucléaire (CRIN) d'Etel vient de tirer une série d'affiches et de posters inédits. Affiches : « Trafic de plutonium en Bretagne » et « Energie nucléaire au service de l'homme : énergie de frappe », 0,50 F l'unité quel que soit le nombre. Posters : « Chirac arrose 1976 au nucléaire, la France trinque », « je gagne 5000 F par mois dans le nucléaire », « l'uranium enrichit ». Fabrication en sérigraphie, 1,50 F pièce quel que soit le nombre. Envoi contre remboursement, frais des P et T à votre charge. CRIN, BP 5, 56410 Etel. Tél. : 52 32 98.

● BRAUD ET SAINT LOUIS : toutes les nouvelles les plus fraîches de la lutte dans le n° 4 de « Braud et Saint Louis dernière », avec notamment le récit d'une occupation de ferme située sur le périmètre d'implantation de la centrale, et récemment vendue par son propriétaire à EDF. Le but de cette occupation, qui avait lieu les 17 et 18 janvier, était d'éviter la destruction des bâtiments et d'obtenir le maintien des terres en culture. D'importantes forces de gendarmerie mobile ont délogé les occupants à 6 h 30 du matin, et l'équipe de démolition a repris sa besogne.

Autre info tirée de « Braud et Saint Louis dernière » (abonnements : 10 numéros 10 F, Patrick Lalanne, Ext. Carriet, Bât F, Appt 04, 33310 Lormont) : « Dans le but d'une information concrète et de popularisation des formes d'énergie non polluantes et des procédés permettant des économies d'énergie, nous mettons gratuitement à la disposition des fabricants et des inventeurs un terrain au centre d'accueil permanent antinucléaire « La chapelle », 33149 Braud et Saint Louis. Renseignements : J.C. Blanc, 33146 Bayon sur Gironde. »

● NORD : forum régional contre le programme électro-nucléaire samedi 21 et dimanche 22 février au centre social, place de l'Europe, Grande Synthe. Inscriptions : Forum contre le programme électro-nucléaire, 7 rue Royer, 59140 Dunkerque.



Amnesty International (groupe bordelais) lance une campagne contre la torture des prisonniers d'opinion dans le monde en vendant des auto-collants.

Groupez si possible vos achats et envoyez à Miratt Co-hendy, B.P. 27, 33290 Blanquefort, CCP 4504-15 A, Bordeaux, autant de fois 3 francs, que vous désirez d'exemplaires. (lettres blanches sur fond rouge).

## QUELLE CONNERIE LA GUERRE !

Le « collectif TPFA » (Tribunaux Permanents des Forces Armées) a tenu vendredi 30 janvier à Paris une conférence de presse au cours de laquelle il s'est efforcé de faire le point des luttes en cours contre l'institution militaire, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de celle-ci. - d'après les animateurs du collectif TPFA, parmi lesquels l'avocat Jean-Jacques de Felice et l'écrivain Jean-Pierre Faye, il y a actuellement en France plus de mille personnes en prison pour des délits liés au refus de l'armée.

- Jean-Louis Soulié devait passer en procès mardi 3 février devant le Tribunal permanent des forces armées de Metz. Insoumis depuis 1972, membre de l'ICI (Insoumission Collective Internationale), coordinateur de la campagne contre la justice militaire, il a été arrêté le 25 juin 1975. Il risque deux ans de prison.

- Philippe Lucquet comparait le jeudi 5 février à 13 h devant le Tribunal permanent des forces armées de Paris (Caserne de Reuilly). Bollardière et Jean-Marie Muller doivent être cités comme témoins. Rappelons que les audiences des TPFA sont - en principe - publiques...

- la revue « Cité Nouvelle » est poursuivie pour avoir édité une brochure, « ce qu'il faut savoir sur la justice militaire », illustrée par Cabu. Le procès doit avoir lieu le 1er mars au Tribunal correctionnel de Lille.

Le collectif TPFA regroupe Insoumission Collective Internationale (ICI), le Comité Anti-Militariste (CAM), le Comité de Défense des Appelés (CDA), Information pour les Droits du Soldat (IDS), le Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN), le Mouvement pour le Désarmement, la Paix et la Liberté (MDPL) et le Mouvement d'Action Judiciaire (MAJ). Adresse du collectif : 46 rue de Vaugirard, 75006 Paris. Tél. : 033.31.49.



Dans ce dossier publié par les Fiches Ecologiques, toutes les utilisations pratiques de l'énergie solaire, avec des plans détaillés pour bricoler soi-même chauffe-eau, cuiseur, distillateurs et même chiottes solaires! 10 frs le numéro. Abonnement aux fiches écologiques - 6 mois 50 frs. Fiches Ecologiques - BP 86. 70200. Lure.

## LES CHOMEURS GRENOBLOIS SE BATTENT POUR LA GRATUITÉ

« Première victoire du comité autonome de chômeurs de Grenoble : il vient d'obtenir la gratuité des transports en commun. Mais cela ne s'est pas fait tout seul. Alors que le principe était acquis depuis le 17 décembre (soit cinq jours après que le comité de chômeurs de Toulouse ait obtenu la gratuité des transports en commun dans cette ville, ce qui a sûrement accéléré le mouvement ici !), la SEMITAG (Syndicat mixte des transports en commun) et l'ANPE (Agence nationale pour l'emploi) se renvoyaient la balle pour les modalités pratiques.

Aussi, les 20 et 21 décembre, plusieurs chômeurs, sur simple présentation de leur carte de pointage, prenaient le bus gratuitement, déclarant aux chauffeurs et contrôleurs que, le principe de la gratuité étant acquis, ils n'avaient pas à attendre plus longtemps. Tout se passa bien tant que les chômeurs étaient plusieurs, mais ceux qui prirent le bus seuls se virent parfois refouler par le chauffeur, qui, « n'ayant pas reçu de consignes, ne voulait pas le savoir ». C'est pourquoi nous sommes revenus à la charge début janvier, et après deux aller-retour SEMITAG/ANPE, les modalités pratiques furent finalement définies, et les chômeurs furent informés par un communiqué dans « Le Dauphiné Libéré » du 16 janvier... Un mois d'écart donc entre le principe et la pratique...

D'autre part, nous refusons les coupures de gaz et d'électricité. Le 10 janvier, un chômeur étant menacé de coupure de courant dans les 48 heures, nous avons fait un tract distribué devant l'ANPE le 12 au matin et avec des chômeurs(ses) rencontrés sur place, nous sommes allés à l'EDF. Là, le directeur nous a promis que, dans ce cas particulier, « ça s'arrangerait », mais qu'il ne pouvait faire plus. Il nous a renvoyés à la mairie puisqu'ici, l'EDF est une régie municipale. A la mairie, l'adjoint aux affaires sociales nous a dit qu'il s'agissait effectivement d'un « douloureux problème », mais que, pour des raisons financières entre autres, il était impossible d'accorder la gratuité du gaz et de l'électricité aux chômeurs; néanmoins, le problème serait soulevé par le conseil municipal... Nous lui avons dit que nous prenions acte de la « bonne volonté » de la mairie mais

que, de toute façon, nous étions bien décidés à empêcher toute coupure de courant chez un chômeur, et ce par tous les moyens.

Aussi, actuellement, après avoir obtenu la gratuité des transports en commun, nous luttons pour :

- soins médicaux gratuits;
  - empêcher coupures de gaz et d'électricité;
  - empêcher saisies et expulsions pour non-paiement de loyers;
  - refus de payer impôts locaux et nationaux;
  - SMIC au minimum pour tous les premiers demandeurs d'emploi;
  - maintien du salaire intégral pour tout travailleur privé d'emploi quelqu'en soient les motifs.
- Sur Grenoble, plus de 50 % des demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE ne touchent aucune indemnité : nous n'avons rien; ne payons rien.

Tout ce qui vient d'être dit et pour quoi nous luttons est bien évidemment nécessaire pour notre simple survie, mais il est bien entendu que nous ne saurions nous en tenir là. Il ne s'agit pas de se transformer en un simple groupe de pression pour obtenir des miettes qui, de toute façon, seront plus ou moins lâchées par le patronat et le gouvernement car ils ont besoin à la fois de chômeurs-consommateurs et d'un volant de chômage suffisamment important pour que les chômeurs soient prêts à prendre n'importe quel travail à n'importe quel prix ! C'est ce que nous refusons.

Il ne s'agit pas de se contenter de simples revendications (si nécessaires soient-elles), restant par là-même à l'intérieur du champ politico-social existant et le cautionnant. Il s'agit de le dépasser, de trouver autre chose, sans quoi l'alibi devient finalité. A nous tous de chercher. C'est pourquoi nous tentons de dépasser ce cadre : l'idée-force ce n'est pas le comité chômeurs, c'est l'autonomie. »

Comité autonome de chômeurs de l'agglomération grenobloise

Nous tenons une permanence tous les mercredis à partir de 20 h 30 au 4/6 rue Hector Berlioz (entre le jardin de ville et les quais de l'Isère) à Grenoble.

## TUTTI FRUTTI

● **BURES SUR YVETTE** : « des moutons, pas de dragon », histoire du Larzac, par le groupe-théâtre de la Cardabelle, mercredi 4 février à 21 h à la MJC de Bures sur Yvette (Essonne), métro Bures sur la ligne de Sceaux. Renseignements : Comité Larzac Orsay, c/o Catherine Thurel, 5 rue du Général Duchesne, 91400 Orsay.

● **ORLEANS** : « s'alimenter, un acte politique », réunion mardi 10 février à 20 h 30, 62 rue du Petit Pont, organisée par le Mouvement-Écologique-Pollution-Non-Orléans. Permanence tous les mercredis de 18 à 19 h 30.

● **CASTELNAUDARY** : « six heures pour la sauvegarde du Lauragais », à la salle des fêtes, de 18 à 24 h, samedi 7 février. Ce sera une manifestation contre l'électronucléaire en France et plus particulièrement les mines et les lignes à haute tension. Participeront à cette soirée tous les comités antinucléaires régionaux, des syndicalistes, le PSU, Lutte Occitane, Volem viure al país, le PS... Le PC a demandé un temps de parole. Il y aura aussi des chanteurs dont Maurice Bénin et Marti, le « théâtre à emporter », une exposition sur le nucléaire réalisée par l'Association toulousaine d'écologie... Renseignements : Comité de sauvegarde du Lauragais, 11320 Saint-Paulat.

● **GENEVE** : mois sur la « crise » du 3 au 28 février à la maison du quartier, centre de loisirs de la Jonction, 18 bis av. Ste Clotilde, 1205 Genève (Tél : 28 07 69). Vendredi 6 février, « la crise, essai d'analyse de ses causes » avec Jean Ziegler et André Granou. Mercredi 11 février, « corrélation entre l'écologie, l'énergie et la crise », avec un expert du CERN (Centre européen de recherche nucléaire), des membres de groupes écologiques et peut-être Alain Bombard.

● **TAIN L'ERMITAGE** : « les techniques de l'agriculture biologique », soirée d'information vendredi 6 février à la Maison des Jeunes de la Culture. Avec le concours de représentants des principales écoles d'agrobiologie. Ren-



Le numéro 2 du RAUDI - canard bimensuel des Mosellans est paru.  
Abonnements : 6 numéros = 12 frs  
Chèques à l'ordre des Amis du RAUDI -  
19, rue Saint-Marcel, 57000 Metz.

seignements : section écologie, MJC, BP 27, 26600 Tain l'Ermitage. Tél : 08 09 12.

● **AVIGNON** : suite de la « semaine de la santé » organisée par le Comité d'action écologique, 61 Bd Ferry, 84000 Avignon. Jeudi 5 février à 21 h, salle des Pénitents Blancs, place de la Principale, « Une autre médecine est-elle possible ? », avec Pierre Bressy et M. Roux, naturopathes iridologues, le Dr Kalmar, de la Ligue pour la liberté des vaccinations, et un médecin du journal « Tankonalasanté ». Vendredi 6 février à 21 h, salle des Pénitents Blancs, « centrale d'Aramon : environnement et santé », avec M. Gibert, du centre de recherche du bien-être, M. Decormis de l'Institut national de recherches agronomiques et le Comité d'action écologique d'Avignon. Lundi 9 février à 21 h, Collège littéraire et universitaire, « Santé et société », avec Mme Gerber, cancérologue, le Dr Debout, du Mouvement Santé et Population, le Dr Béraud, professeur à l'université de Bordeaux et un représentant du Groupe d'intervention santé (GIS)

● **PARIS** : « les requins qui dorment », conférence de Philippe Cousteau, avec un film couleurs, samedi 7 fé-

MARSEILLE  
tout à l'égout  
tout à la mer  
Une brochure (-1 fr. supplément à la criée n°44)  
publiée par Les Amis de la Terre de Marseille -  
7, bd National, 13004 Marseille -

vrier à 21 h, grand amphithéâtre de l'Institut Océanographique, 195 rue Saint-Jacques, 75005.

● **PARIS** : pour tout savoir sur l'agriculture Lemaire-Boucher, descendez au métro Monceau un peu avant 19 h 30, juste à temps pour être à l'heure au 45 rue de Lisbonne (75008), où se tiendra le mercredi 4 février une passionnante conférence sur ce sujet, organisée par Nature et Progrès, avec M. Barbin, responsable régional de la société Lemaire-Boucher. Mercredi 11 février, toujours à 19 h 30, « l'agriculture et le jardinage biodynamiques », par Xavier Florin. Participation aux frais : 7 F minimum. Nombre de places limité, s'inscrire à l'avance. Tél : 227 61 74.

● **PARIS** : débat public sur les technologies douces entre l'association Alternative et Technologie et l'équipe ayant réalisé le dossier « Energie solaire » de la revue « Ecologie », vendredi 6 février à 20 h 30, Librairie Entente, 12 bis rue Honoré Chevalier, 75006. Une polémique a opposé les uns et les autres dans les colonnes de l'APRE-hebdo. La G.O. avait dans son numéro 59 fait entendre un son de cloche proche de celui d'« Ecologie ». Que les meilleurs gagnent ! (information APRE)

● **BELFORT** : conférence de Vincent Roussel sur la défense civile non-violente, vendredi 6 février à 20 h 30, centre culturel des Résidences, rue de Londres. (information APRE)

● **ROUEN** : manifestation contre la pollution samedi 14 février. Objectifs : publication des travaux et chiffres sur la pollution atmosphérique à Rouen, obtention de mesures antipollution efficaces, dénonciation de la pollution sous toutes ses formes. Renseignements : Groupe écologique de la région rouennaise (GERR), 10 bis de l'Avalasse, 76000 Rouen. (information APRE)

● **CLERMONT FERRAND** : « Amisol », pièce sur une petite usine clermontoise que les ouvrières et les ouvriers occupent depuis plus d'un an contre leur licenciement collectif, par le Théâtre Permanent de Clermont, mercredi 4 février, 21 h, salle Gaillard. Gratuit pour les chômeurs et les bidasses; 5 F pour les lycéens, les étudiants et les jeunes travailleurs; 10 F pour les autres. Récital et bal folk avec le groupe occitan Los de Nadau, samedi 7 février, 21 h, salle Gaillard.

● « Energie solaire et habitat », stage de formation permanente. Début : mercredi 11 février 1976. Pour tous renseignements, écrire à l'Université Paris VII, département Formation Permanente, Tour 45-46, 2<sup>e</sup> étage, 2 place Jussieu, 75005 Paris; ou téléphoner au 336 25 25 ou 325 12 21, poste 56 63 ou 57 90 (demander Maryse Arditi ou Pierre Lemonnier).

● La défense civile non-violente sera le thème du congrès de la branche française du Mouvement International de la Réconciliation, qui se tiendra les 21 et 22 février à Besançon. Les participants à ce congrès - ouvert à toute personne intéressée - chercheront à faire le point des recherches menées actuellement en France et à l'étranger sur une alternative radicale à la défense nationale armée.

La soirée du samedi 21 sera consacrée à quatre débats simultanés avec des syndicalistes de Lip, le maire du village de Vandoncourt (Doubs), des militants écologistes alsaciens, et comportera la présentation de documents audio-visuels sur la désobéissance civile et la non-violence. Pour tous renseignements et inscriptions, s'adresser à Jean-Pierre Cattelain, 4 rue A. Lebeuf, 25000 Besançon.

« la Gueule Ouverte »  
fondateur : Pierre Fournier  
responsable de la rédaction : Arthur  
patience à toute épreuve : Fifine  
administration : « les éditions PATATRAS ! »  
société de presse au capital de 2100 F  
8, rue de Condé, 75006 Paris. (tél. : 033.47.02)  
directrice de la publication : Isabelle Cabut  
dépôt légal : 1<sup>er</sup> trimestre 1976  
imprimerie : « Les Marchés de France »  
44, rue de l'Ermitage, 75020 Paris  
distribution N.M.P.P.  
abonnements : un an : 180 F; 6 mois : 95 F

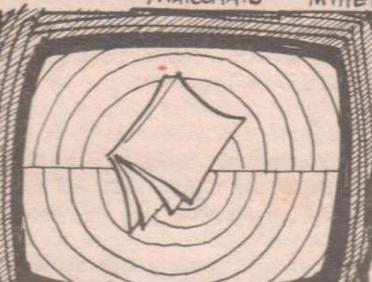
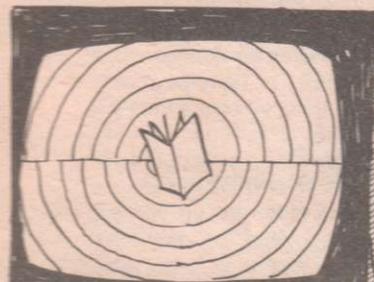
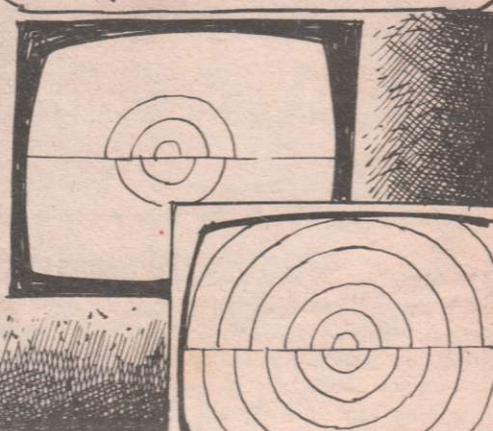
# LES ACTUALITÉS RÉGIONALES C'EST DRÔLEMENT BIEN

PETIT LEXIQUE POUR RECONNAÎTRE AU PASSAGE LES PERSONNAGES CONNUS



LES ACTUALITÉS RÉGIONALES, C'EST DRÔLEMENT BIEN.

LA PRÉSENTATION DES ACTUALITÉS EST PRESQU'AUSI RÉUSSIE QUE CELLE DE PARIS. UN BEAU GÉNÉRIQUE DANS LE GENRE FOLON. TRÈS CHIC.



ON NE SENT PRESQUE PAS L'ACCENT MARSEILLAIS. LES PRÉSENTATEURS SE DONNENT DU MAL, MAIS ÇA FAIT PLUS CRÉDIBLE.

MAIS, DIREZ-VOUS, IL N'Y A PAS DE SI CÉLÈBRES HOMMES POLITIQUES QUE DANS LE SHOW MOUROUSI...



VOUEUCI LÈ TITR' DA L'EUC-TUEU-LITÉ.



CERTES, ON N'A PAS LES MONSTRES SACRÉS CHIRAC-PONIAMARCHEAIS OU MITTERAND...

... MAIS ON A DES MINISTRES DU TRANSPORT, DE L'ÉQUIPEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET GASTON DEFERRE QUI INAUGURE DES CRÈCHES.

QUESTION ÉVÈNEMENTS À SENSATION, ON SERAIT PLUTÔT AVANTAGÉS. RIEN QUE POUR 1975, ON A VU 120 BISTROTS DÉMOLIS ET 157 DIAPOS DE BANQUES BRAQUÉES. PAR DES BANDITS UN PEU MÉTÉQUES, D'ACCORD, MAIS QU'ON A BIEN ADOPTÉS.

L'ACTIVITÉ CULTURELLE ET ARTISTIQUE EST LARGEMENT COUVERTE! TOUJOURS POUR 1975, ON A PU VOIR 35 BUTS MARQUÉS PAR L'O.M. À VITESSE NORMALE ET AU RALENTI...

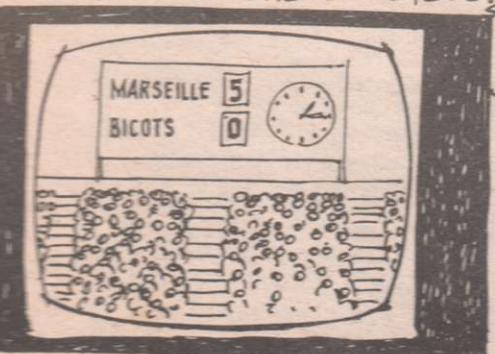


...ON EN A BIEN RATÉ QUELQUES UNS, MAIS C'ÉTAIT LA FOIS OÙ LES CADREURS AVAIENT DU PRÊTER UNE DE LEUR CINQ CAMÉRAS POUR JE NE SAIS PLUS QUEL REPORTAGE À LA NOIX SUR DES ASSASSINATS D'ARABES.

QUESTION CENSURE, ON N'A PAS LES MÊMES PROBLÈMES QU'À PARIS. YVES MOUROUSI SUCRE LES IMAGES D'ÉGORGÉS DE BEYROUTH...

AUX ACTUALITÉS RÉGIONALES, ILS NOUS AVAIENT EXPLIQUÉ QU'ON NE VERRAIT PLUS LES BELLES IMAGES D'INCENDIE DE FORÊTS CAR ÇA NOUS DONNAIT DES IDÉES.

MAIS LES INCENDIES ONT CONTINUÉ. ALORS DEPUIS QUELQUES JOURS, ON LES REVOIT. C'EST TRÈS BEAU MAIS JE SUIS RAISONNABLE, JE NE METTRAIS PAS LE FEU À MON POSTE DE TÉLÉ.



ELLES SONT TROP HORRIBLES. VOUS NE VERREZ QUE LES ASSASSINATS PROPRES AU FUSIL HOMOLOGUÉ.



DEMAIN, (POUF-POUF) DE NOUVELLES (HI-HI) ACTUALITÉS RÉGIO... (OH ARRÊTEZ)



ET ON SAIT AUSSI FAIRE DES FARCES À LA SPEAKERNE, À LA TÉLÉVISION RÉGIONALE!

Hugot